

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A EFFECTUÉ
HIER UNE VISITE À TIZI-OUZOU

D'importants projets socioéconomiques lancés

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a effectué, hier mercredi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tizi-Ouzou au cours de laquelle il a procédé à l'inspection et à l'inauguration de plusieurs projets de développement. P 5



PRODUCTION INDUSTRIELLE
HORS HYDROCARBURES

Les prix en légère baisse au premier trimestre 2024

Les prix à la production industrielle hors hydrocarbures, du secteur public national enregistrent une baisse de 0,9% au premier trimestre 2024 par rapport au quatrième trimestre 2023 qui s'est caractérisé par une croissance positive de 0,8%, indique l'Office nationale des statistiques (ONS).

P 2

FEUX DE FORÊTS, NOYADES,
ACCIDENTS ROUTIERS

La Protection civile sur tous les fronts

La saison estivale reste un moment crucial pour la protection civile, qui aura à affronter les incendies de forêts, les noyades et les accidents de la route. Avec le réchauffement de la planète, la Direction nationale de la protection civile a mis en branle le plan de prévention contre les feux de forêts, qui reste en vigueur jusqu'à fin octobre prochain. Et cela bien entendu en sus des activités dues à la saison estivale et des accidents routiers. En somme la Protection civile est mobilisée et tous les personnels sont sur le pont.

P 3

PÉTROLE

L'Opep maintient sa prévision 2024 et anticipe une forte demande cet été



La demande de pétrole devrait encore continuer d'augmenter en 2024, indique mercredi le rapport mensuel de l'Opep, (Organisation des pays exportateurs de pétrole) qui maintient ses précédentes projections communiquées en juin.

P 5

PÉTROLE

Le Brent s'approche des 85 dollars P 2

CELLULE DE TRAITEMENT DU RENSEIGNEMENT
FINANCIER- DOUANES

Un accord de coopération pour lutter contre le blanchiment d'argent P 4

RGA

Plus de 92% des exploitations agricoles recensées à Ghardaïa P 2

PÉTROLE

Le Brent
s'approche des
85 dollars

Les prix du brut montaient légèrement mercredi, poussés par les premiers chiffres hebdomadaires sur les stocks américains de brut, faisant état d'une diminution, mais aussi les perspectives de baisse des taux aux Etats-Unis. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait 0,20%, à 84,83 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en août, montait de 0,29% à 81,65 dollars. Mardi, l'API, la fédération américaine des professionnels du secteur, a fait état d'une baisse des réserves commerciales de brut d'environ 1,92 million de barils la semaine dernière, et de 2,95 millions de barils pour l'essence. En parallèle, le président de la Réserve fédérale (Fed), Jerome Powell, a salué mardi les "progrès" réalisés ces derniers mois dans la lutte contre l'inflation à l'occasion d'une audition devant une commission du Sénat. Il a souligné que "les récentes données sur l'inflation montrent de nouveaux progrès, modestes", dans la bonne direction. Les analystes et observateurs du marché s'attendent de plus en plus à une baisse des taux directeurs de la Fed lors de sa réunion de politique monétaire de septembre. Des taux d'intérêt plus bas sont favorables aux achats de pétrole alors qu'un environnement de taux élevés a tendance à freiner la croissance économique, et donc la demande de brut.

PRODUCTION INDUSTRIELLE HORS HYDROCARBURES

Les prix en légère baisse
au premier trimestre 2024

Les prix à la production industrielle hors hydrocarbures, du secteur public national enregistrent une baisse de 0,9% au premier trimestre 2024 par rapport au quatrième trimestre 2023 qui s'est caractérisé par une croissance positive de 0,8%, indique l'Office nationale des statistiques (ONS).

Par Sirine R

La variation relevée au premier trimestre 2024, et par rapport à la même période de l'année précédente s'élève à -1,2%. Les principales caractéristiques de l'évolution des prix à la production industrielle du secteur public national, au premier trimestre 2024 et par rapport au trimestre précédent, se résument comme suit : Une croissance de +0,3% définit le secteur de l'Energie, et ce, contre une baisse de 1,9% relevée au trimestre précédent. Après une hausse considérable de 6,7 % inscrite au trimestre précédent, le secteur des Mines et Carrières marque une forte baisse de -14,2% au premier trimestre 2024, indique la même source. Ce résultat se justifie principalement par le recul des prix observé au niveau de l'extraction du minerai de phosphate qui s'élève à -16,9%. Néanmoins, la hausse gagne le reste des branches, notamment l'extraction de sel qui

affiche un taux de 11,6%. Une variation de +2,1% caractérise le secteur des ISMMEE au premier trimestre 2024, de moindre ampleur que celle relevée au trimestre précédent, soit +1,1%. Plusieurs branches interprètent cette tendance. La fabrication des biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques affiche une croissance de +13,7%, la fabrication des biens d'équipements électriques (+6,3%) et la mécanique de précision pour équipement (+10,1%). Par ailleurs, les prix de la production et la transformation des métaux non ferreux baissent de 24,6% durant ce premier trimestre 2024. Une baisse de 0,1% définit les Industries Chimiques au cours de ce premier trimestre 2024, induite par la baisse des prix de la chimie organique de base, soit -3,3%. Après avoir baissé de 0,4% au trimestre précédent, les prix à la production enregistrés au niveau du secteur des Industries Agro-Alimentaires reculent encore de -1,1% au premier trimestre 2024. Cette tendance re-

lève principalement de la baisse des prix relatifs au travail de grains évalué à -3,3% contre une hausse de 2,7% enregistrée au 4ème trimestre 2023. Par ailleurs, après avoir accusé une baisse de 5,7% au trimestre précédent, la fabrication des produits alimentaires pour animaux observe une croissance de +1,9% durant ce trimestre. « Contre une croissance de 0,2% enregistrée au trimestre écoulé, les prix à la production des Industries des Cuirs et Chaussures reculent de 0,2% au premier trimestre 2024. Ce résultat émane particulièrement de la baisse relevée au niveau de la fabrication des biens intermédiaires en cuir (-0,5%) », précise l'ONS dans sa note. Quant aux Industries Diverses, elles ont enregistré une baisse de 2,8% au cours du premier trimestre 2024. Il est à noter que le 4ème trimestre 2023 s'est caractérisé par une hausse importante de 27,1%. Une stagnation des prix caractérise le reste des secteurs d'activités.

RGA

Plus de 92% des exploitations agricoles recensées à Ghardaïa

Plus de 92% des exploitations agricoles et des élevages circonscrits dans les différentes localités de la wilaya de Ghardaïa ont été recensés, depuis le lancement de l'opération du Recensement général de l'agriculture (RGA) le 19 mai dernier, a-t-on appris mercredi auprès des responsables de la direction des services agricoles (DSA). Sur les 10.694 exploitations existantes dans la

wilaya, 9.866 ont été recensées à ce jour soit 92,26% par une centaine de recenseurs, contrôleurs et superviseurs dans le cadre de l'opération RGA 2024, placé sous le thème "information précise, développement durable", a précisé, Khaled Djebrit, ingénieur en chef, chargé des statistiques à la direction du secteur. Le RGA se déroule dans de "bonnes conditions" à travers

la wilaya, en dépit des conditions climatiques caniculaires qui sévissent durant cette période estivale sur la région, a indiqué le même responsable. "Cet événement vital pour le développement économique du pays est perçu positivement par les agriculteurs, éleveurs et les différents acteurs de ce secteur dans la wilaya", a-t-il ajouté. "Le RGA permettra de moderniser le secteur agricole à travers la

mise en place d'une base de données détaillée sur le secteur et ses acteurs, de protéger et sécuriser les terres agricoles et de valoriser le métier d'agriculteur", a souligné, M. Djebrit, précisant que l'ensemble des informations recueillies sont transmises quotidiennement vers la commission nationale en charge de l'opération de recensement.

FORMATIONS PROFESSIONNELLES DIPLÔMANTES

Plus de 62.000 détenus bénéficiaires en 2024

Plus de 62.000 détenus ont bénéficié, cette année, de formations professionnelles diplômantes dans différentes spécialités, dont l'agriculture, a affirmé mardi à Alger le Directeur général de l'administration pénitentiaire et de réinsertion, Said Zreb. Dans son allocution à l'ouverture du 7ème Colloque national sur "l'activité agricole en milieu pénitentiaire" à l'Institut nationale de la vulgarisation agricole (INVA) qui s'étalera jusqu'au 11 juillet à Alger, il a précisé plus de 62.000 détenus ont eu l'occasion de suivre des formations professionnelles dans différentes spécialités,

ajoutant que 12.483 détenus ont suivi des formations dans le secteur agricole, avec 18 spécialités. Cette formation a permis à 4.799 détenus de bénéficier d'emplois lors de la saison agricole 2023, dont 3.740 détenus employés dans des établissements en milieu ouvert et 1.059 dans des ateliers agricoles jouxtant des établissements pénitentiaires. M. Zreb a souligné que l'objectif de l'emploi des détenus dans des activités agricoles consistait en leur réinsertion sociale, à travers une formation professionnelle adaptée, leur offrant ainsi des opportunités d'emploi pour acquérir expérience

et compétence en prévision de leur libération. Selon M. Zerb, cette catégorie bénéficie également des dispositions de la législation du travail et de la protection sociale qui s'appliquent aux travailleurs, à savoir que les services compétents de l'administration pénitentiaire se chargent de verser les cotisations variant entre 2 et 7%, à la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), pour une assurance contre les accidents de travail et les maladies professionnelles". De même, les services concernés remettent au détenu qui a acquis une compétence professionnelle à

travers son travail, en purgeant sa peine, un certificat de travail, le jour de sa libération, "exempt de la mention +obtenu durant la période de son incarcération+". A ce propos, le même responsable a indiqué que "le secteur pénitentiaire dispose de 27 exploitations agricoles, dont 13 en milieu ouvert et 14 ateliers agricoles adjacents aux établissements pénitentiaires répartis sur le territoire national et qui recourent aux techniques de pointe dans l'irrigation, le traitement et le suivi technique par des spécialistes et des ingénieurs en agronomie".

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A EFFECTUÉ HIER UNE VISITE À TIZI-OUZOU

D'importants projets socioéconomiques lancés

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a effectué, hier mercredi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tizi-Ouzou au cours de laquelle il a procédé à l'inspection et à l'inauguration de plusieurs projets de développement.

Par Sirine R.

À son arrivée, le président de la République, accompagné du chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'armée Saïd Chanegriha, a été accueilli par les autorités locales civiles et militaires. Un accueil populaire chaleureux lui a été réservé par des personnalités et des citoyens de Tizi Ouzou. Les principales artères de la ville de Tizi Ouzou ont connu une grande affluence de citoyens brandissant l'emblème national et des pancartes souhaitant la bienvenue au président de la République et saluant l'intérêt qu'il porte au développement dans cette wilaya. De nombreux citoyens, venus des différentes communes de la wilaya, se sont massés le long des principales artères pour saluer le président de la République. Au niveau du boulevard Saïd Amirouche, le président de la République a échangé avec nombre de citoyens, qui lui ont fait part de leur fierté pour cette visite et de leur soutien total à ses démarches en faveur du développement, de l'essor et de la prospérité du pays. Ils se sont également félicités des engagements tenus par le président de la République, notamment s'agissant de la préservation du caractère social de l'Etat et de la réalisation d'importants projets vitaux dans divers secteurs au service du pays et des citoyens. Au début de sa visite wilaya, le chef de l'Etat a procédé à l'inauguration du stade baptisé du nom du moudjahid

Hocine Ait Ahmed, situé à la sortie ouest de la ville de Tizi-Ouzou et réalisé selon les normes internationales. A cette occasion, le président de la République a écouté un exposé global sur les grands projets de développement dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Implanté au pôle d'excellence de Oued Fali, à la sortie ouest de la ville de Tizi-Ouzou, ce stade de 50.000 places, intégré dans un projet d'un Complexe olympique omnisports, permettra au club le plus titré d'Algérie, la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK), d'évoluer dans une structure moderne digne de son rang et répondant aux normes internationales. Tout a été étudié afin que le stade de football aux couleurs de la JSK, structure principale du Complexe, réunisse les conditions nécessaires au déroulement des matchs, l'accès des supporters, la couverture médiatique et le confort des joueurs et du public. Le nouveau stade est aussi doté d'un système de gestion technique centralisé (SGTC) qui assurera sa bonne fonctionnalité. Dans le domaine de la santé, la wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié d'un Centre hospitalo-universitaire moderne (CHU) d'une capacité de 500 lits. Le coup d'envoi pour la concrétisation de cet important projet a été donné par le chef de l'Etat. Il est à rappeler que lors d'une réunion d'un Conseil des ministres a été décidé de conclure un marché de gré-à-gré entre le groupe Cosider et le ministère de l'habitat. Qualifié d'un projet structurant, le nouveau CHU abritera l'ensemble des spécialités médicales, y compris certaines disciplines

qualifiées d'« innovante », a précisé Farid Salmi, directeur de la santé de la wilaya. Selon lui, il précise-t-il dans une déclaration à une chaîne de télévision. Le nouveau CHU vise à renforcer la carte sanitaire de la région de Tizi Ouzou de manière définitive, précise l'intervenant. Il viendra compléter les infrastructures existantes, notamment le CHU Mohamed Nedir, qui, selon les autorités, ne répond plus adéquatement aux besoins actuels en raison de son état de délabrement. Conçu selon des normes internationales, le nouvel hôpital promet non seulement une meilleure prise en charge des patients, mais aussi des conditions de travail optimales pour le personnel médical. Cette initiative marque une étape importante dans l'amélioration des soins de santé dans la région de Tizi Ouzou. Dans le domaine de ressources en eau, la wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié d'une station de dessalement de l'eau de mer qui sera réalisé dans la localité de Tamda Ouguemoun dans la commune d'Iflissen. D'une capacité de traitement de 60 000 mètres cubes/j, cette station qui sera en service dans un délai de 16 mois, devrait réduire le stress hydrique dans certaines localités de la wilaya, en attendant la réalisation d'une deuxième station à Aït Chaffaâ (Azeffoun) à dimension régionale et contribuera à l'alimentation des wilayas limitrophes (Bouira et Médéa). Dans le domaine de l'habitat, d'importants projets ont été réalisés durant ces quatre dernières années et des milliers de logements ont été attribués.

ENERGIE ET MINES Une délégation du ministère congolais en visite en Algérie

Le Secrétaire général du ministère de l'Energie et des Mines, Mohamed Boudali, a tenu, mercredi à Alger, une rencontre d'affaires avec une délégation du ministère congolais des Industries minières et de la Géologie, conduite par l'inspecteur général du ministère, John Romuald Mombo, qui effectue une visite de travail en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence de ses cadres, du président de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), de représentants du groupe "SONAREM" et de l'Agence du service géologique de l'Algérie (ASGA), M. Boudali a présenté un exposé sur le secteur de l'Energie et des Mines et les établissements sous tutelle, ajoute le communiqué. Selon la même source, l'accent a également été mis sur l'axe de cette rencontre qui intervient en réponse à la demande de la République du Congo Brazzaville pour renforcer la coopération et tirer profit de l'expérience algérienne en matière de contrôle technique et administratif dans le domaine minier. A cet effet, M. Boudali a rappelé les missions principales de l'Inspection générale du ministère, affirmant "l'engagement de l'Algérie, conformément aux orientations du ministre de l'Energie et des Mines, à soutenir et à accompagner la République du Congo à travers le transfert de l'expérience algérienne dans le domaine du contrôle technique et administratif, notamment en matière d'élaboration et la mise en œuvre des lois en vigueur en Algérie, afin d'assurer le bon déroulement des activités minières et de préserver l'environnement", selon la même source. Le programme de visite de la délégation congolaise comprend plusieurs rencontres qui se tiendront au niveau de l'ASGA, de l'ANAM et du siège de la Direction générale de la Société nationale de recherche et d'exploitations minières "SONAREM". Ce programme intervient en vue d'approfondir les pourparlers et les concertations sur les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine de la gestion des infrastructures géologiques, de recherche, d'exploitation, de production et de transformation des ressources minières, tout en échangeant les expertises et la formation et en développant le capital humain. La visite de la délégation congolaise s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions de la visite de travail effectuée par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, à la République du Congo Brazzaville en mai dernier, pour renforcer et dynamiser les relations de coopération algéro-congolaises dans le domaine de l'Energie et des Mines, rappelle le ministère.

R. E.

FEUX DE FORÊTS, NOYADES, ACCIDENTS ROUTIERS

La Protection civile sur tous les fronts

Par Réda Hadi

La saison estivale reste un moment crucial pour la protection civile, qui aura à affronter les incendies de forêts, les noyades et les accidents de la route. Avec le réchauffement de la planète, la Direction nationale de la protection civile a mis en branle le plan de prévention contre les feux de forêts, qui reste en vigueur jusqu'à fin octobre prochain. Et cela bien entendu en sus des activités dues à la saison estivale et des accidents routiers. En somme la Protection civile est mobilisée et tous les personnels sont sur le pont. Pour le Directeur de l'information et des statistiques à la Direction générale de la protection civile (DGPC), Farouk Achour, la saison estivale est celle de tous les dangers. S'agissant en premier lieu des feux de forêts, celui-ci explique que 10 wilayas ont été recensées comme les plus vulnérables pour les incendies, et que la mobilisa-

tion de la protection civile est à son niveau maximal. « En amont » dit-il, il a été fait l'évaluation de la campagne passée pour en déterminer les points positifs et négatifs, et ainsi déterminé les mécanismes qui ont mal fonctionné dans le but de parfaire la mobilisation des moyens et ainsi évaluer les moyens techniques idoines pour l'efficacité opérationnelle de la PC, avec comme maîtres mots l'anticipation et la réactivité. Pour cette année, il est mobilisé 505 unités d'intervention, 65 colonnes mobiles, et 5 Drif qui sont des détachements de renfort, ainsi qu'éventuellement en cas de nécessité, ceux de l'armée. Farouk Achour souligne, par ailleurs, que cette année 12 bombardiers d'eau seront disponibles et de préciser que tous ces moyens, sont en sus de ceux déjà utilisés. Tous ces moyens peuvent s'avérer inefficaces, sans utilisation efficiente et pour cela, affirme-t-il, « La PC a la technicité et le savoir-faire pour l'utilisation en commun éventuellement de tous ces

moyens ». De plus, s'agissant des préventions de feux de forêts, un nombre de mesures a été pris, notamment l'aménagement des pistes forestières, la maintenance des réservoirs d'eau et des tours de contrôle, outre le nettoyage des forêts, et des brigades d'intervention ont été installées au niveau des forêts sensibles. L'orateur a tout de même précisé que la PC possède les outils de gestion pour faire face aux feux (cartes opérationnelles). Depuis le début de la saison estivale, ce système fonctionne et que le dispositif mis en place prend en charge les régions du sud (palmeraies). A titre d'exemple, Farouk Achour souligne que pour l'année 2023, le coût des incendies, a été estimé à 4,5 milliards de DA. Et en cela a précisé Achour, la coordination inter service est importante et la PC y travaille sans cesse pour l'améliorer, et en cela affirme-t-il « cela nous permis de prendre en charge un incendie, dans les deux heures qui ont suivi l'alerte et de permettre de circons-

crire les feux, d'une superficie de 360 HA. Pour ce responsable, la saison estivale est une période à haut risque. En effet, en plus des risques d'incendie, la protection civile a à gérer, les interventions quotidiennes et particulièrement les accidents de la route et les noyades. S'agissant de la fréquentation des plages, celui-ci met en reliefs l'incivisme de certains. A ce sujet, il y a eu 11 347 interventions de cas de noyades, avec malheureusement 55 noyés. Au niveau des plages, 10 000 hommes sont engagés avec tout le matériel nécessaire. Sur le volet accident de la route, l'orateur déplore la mort de près de 1500 personnes en 6 mois, pour 32384 accident depuis le début d'année, 40192 blessé et 961 personnes décédées sur les lieux de l'accident. C'est dans cette optique qu'étant donné que la saison estivale est une période de grande mobilité, des mesures ont été prises notamment les PCR (poste de contrôle routier) au niveau des points né-

LG ELECTRONICS
LG HVAC Academy
continue de
développer des
experts techniques

L'Académie du chauffage, de la ventilation et de la climatisation (CVC) de LG Electronics renforce l'infrastructure des ressources humaines de l'entreprise en formant plus de 30 000 professionnels du CVC chaque année. En créant un réseau d'ingénieurs d'installation et de service qualifiés, l'académie joue un rôle important dans le soutien de la stratégie d'expansion B2B mondiale de l'entreprise. Présente dans 62 sites dans le monde, la LG HVAC Academy propose une formation complète sur l'installation et la maintenance des systèmes CVC résidentiels et commerciaux de LG, y compris ses refroidisseurs à haut rendement. L'académie améliore les compétences et la base de connaissances des techniciens locaux, en leur donnant la capacité d'assurer la configuration et les performances optimales des solutions CVC avancées de l'entreprise – ce qui est crucial pour offrir les expériences client différenciées pour lesquelles LG est connu. La LG HVAC Academy estime qu'elle dispensera une formation à environ 37 000 personnes cette année. Chaque branche de l'académie dispose de salles d'exposition et de salles de formation intégrées où les participants peuvent acquérir une expérience pratique des produits B2C et B2B de l'entreprise.

AAST
Ouverture des candidatures
en qualité de membre

Le président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST), Pr Mohamed Hichem Kara, a annoncé mardi à Alger, l'ouverture des candidatures en qualité de membre à l'Académie, au profit des chercheurs et des savants algériens, de l'intérieur et de l'extérieur de l'Algérie. Lors d'une journée d'information, tenue à la Bibliothèque nationale d'Algérie (BNA), en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, du président de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire (ANSS), Pr Kamel Sanhadji, du Commissaire des Energies renouvelables et à l'efficacité énergétique, Noureddine Yassaa et du président de l'Académie algérienne de la langue arabe (AALA), Cherif Meribai, en plus de représentants de plusieurs instances et établissements officiels, M. Kara a fait savoir que l'inscription "commencera à partir de jeudi 11 juillet jusqu'au 10 septembre prochain" via le site électronique: www.aast.dz. Cet appel à candidatures dans sa première édition visant la sélection de 25 nouveaux membres, intervient après le parachèvement par l'Académie de toutes les étapes et procédures juridiques nécessaires pour sa

formation, après son introduction dans la Constitution du pays en tant qu'organe consultatif, et après l'adoption récente de son règlement intérieur et de son organisation administrative, a indiqué l'intervenant. Et d'ajouter que "toutes ces réalisations ont été accomplies grâce aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ayant relancé notre rétablissement après un gel de plusieurs années". Il a affirmé dans ce sens, que "cette reconnaissance en faveur de notre établissement contribuera à la mise en œuvre du programme du président de la République, pour la réalisation de projets visant la diversification de l'économie nationale, tout en tenant compte des développements scientifiques et technologiques, outre la promotion de l'innovation". Rappelant les principes de base et les modalités de vote au sein de l'AAST, le président de l'Académie a précisé que "la candidature en qualité de membre à l'AAST est systématique au poste ouvert. Le choix du nouveau membre se fait conformément à une opération codifiée commençant par la présentation avant de passer aux débats et au vote". Créée en mars 2015 en vertu d'un décret présidentiel et placé auprès du Président de la Ré-

publique, "l'AAST est une instance de référence indépendante dans les domaines des sciences et des technologies composée de personnalités algériennes respectueuses établies en Algérie et à l'étranger, ainsi que d'autres personnalités de l'étranger", a relevé M. Kara. Cette instance scientifique est constituée actuellement de 43 membres fondateurs (après le décès de 3 membres) ayant été choisi par un jury international dont 11 femmes et 6 membres établis à l'étranger", a-t-il fait savoir, ajoutant que "le nombre total d'académiciens devrait atteindre 250 membres dont 50 membres associés de différentes nationalités". Soulignant que "la qualité de membre à l'Académie est un honneur, mais aussi une lourde responsabilité", M. Kara a indiqué que "le membre élu doit prendre part aux activités collectives de l'ASST à travers les missions qui lui sont assignées, à savoir la réflexion, l'analyse et la proposition (...)". La fonction consiste en l'émission d'avis et de rapports tout en formulant des recommandations à l'adresse de la communauté scientifique et les décideurs ainsi qu'à tous nos compatriotes via la diffusion et la généralisation de la culture scientifique et technique

CELLULE DE TRAITEMENT DU RENSEIGNEMENT FINANCIER- DOUANES

Un accord de coopération pour lutter contre
le blanchiment d'argent

Un protocole d'accord de coopération a été signé, lundi dernier, entre la Cellule de Traitement du Renseignement Financier (CTRF) et la Direction Générale des Douanes (DGD), annonce le ministère des Finances dans un communiqué. La cérémonie s'est déroulée en présence du Ministre des Finances, Laaziz Faïd, ainsi que des cadres du ministère , du président de la CTRF, Mohammed SAOUDIA, et du Directeur Général des Douanes, Abdelhafid BAKHOUCHE. Cet accord vise, en effet, à établir un ca-

dre de collaboration pour l'échange d'informations et la coordination opérationnelle, notamment en matière de formation et d'assistance mutuelle. L'objectif principal est de renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, en optimisant la synergie et la complémentarité entre les deux institutions. Grâce à cet accord, la CTRF et la DGD pourront échanger rapidement des informations pertinentes en mettant en place des mécanismes effi-

caces pour un accès direct aux données nécessaires. Ils travailleront également ensemble à l'élaboration d'indicateurs de risque en matière de fraude douanière et de blanchiment d'argent, basés sur des activités commerciales spécifiques. De plus, des modules de formation et de sensibilisation conjointes seront mis en

place pour renforcer les compétences des deux parties. Il est important de noter que cet accord s'inscrit dans le cadre du respect des normes internationales, telles que définies par le Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (GAFIMOAN).

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 10 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Juillet 2024

Monnaies: le dollar stable face à l'euro

Le dollar était en pause mercredi face à l'euro à la veille de la publication de données sur l'inflation américaine et entre deux auditions du président de la Fed, Jerome Powell, devant des commissions des assemblées du Congrès. Le dollar restait presque stable face à la monnaie unique qui prenait 0,03% face au billet vert, à 1,0817 dollar pour un euro. Le patron de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell a salué mardi les "progrès" réalisés ces derniers mois face à l'inflation, à l'occasion d'une audition devant une commission du Sénat. "De nouvelles données positives viendraient renforcer notre confiance dans le fait que l'inflation se dirige résolument vers les 2%", a-t-il ajouté, rappelant l'objectif d'inflation à long terme prévu par le mandat de la banque centrale américaine. Avec l'audition du patron de la Fed, "les attentes du marché concernant une baisse des taux (...) en septembre ont considérablement augmenté", souligne l'analyste Patrick Munnelly, "bien qu'une augmentation surprise de l'inflation américaine puisse changer cette perspective". En plus d'une économie allant dans la bonne direction, le président de la Fed a indiqué que "le marché de l'emploi s'était refroidi, laissant entrevoir un cycle d'assouplissement potentiel à l'avenir", poursuit M. Munnelly.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹		المنتجات
		DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
			Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	90	98	81	البطاطا	خضرة طازجة
	Tomate	66	78	54	الطماطم	
	Oignon sec	53	60	46	البصل الجاف	
	All sec	343	406	280	الثوم الجاف	
	Carotte	70	79	60	الجزر	
	Navet	162	180	144	لفت	
	Poivron	97	109	86	الفلفل الاخضر	
	Piment	124	141	107	الفلفل الحار	
	Courgette	74	85	63	الكوسة	
	Haricot vert	219	241	197	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	94	106	82	الخس	فواكه طازجة
	Pomme locale	447	554	340	التفاح المحلي	
	Datte	547	685	408	التمر	
	Melon	111	124	99	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	86	99	73	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Banane	322	337	307	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1735	1881	1589	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	343	354	332	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	17	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	103	89	حليب البقر (لتر)	

PÉTROLE

L'Opep maintient sa prévision 2024 et anticipe une forte demande cet été

La demande de pétrole devrait encore continuer d'augmenter en 2024, indique mercredi le rapport mensuel de l'Opep, (Organisation des pays exportateurs de pétrole) qui maintient ses précédentes projections communiquées en juin.

Par Slimane T/Agence

La planète devrait consommer 104,5 millions de barils par jour (mb/j) en moyenne en 2024, puis 106,3 mb/j en 2025, après 102,2 mb/j en 2023, selon ces nouvelles projections mensuelles. En 2024, la croissance de la demande mondiale de pétrole s'établira à 2,2 mb/j, essentiellement tirée par les pays non membres de l'OCDE, pour 2,1 mb/jour, en particulier la Chine, le Moyen-Orient, l'Inde et en Amérique latine. La demande de pétrole de l'OCDE, les pays les plus riches, elle, ne devrait augmenter que d'environ 0,2 mb/j en 2024.

«La demande mondiale totale de pétrole

devrait atteindre 104,5 mb/j en 2024, soutenue par une forte demande de transport aérien» et une croissance «saine» dans la «mobilité routière», souligne l'Opep en précisant que «les activités industrielles, de construction et agricoles dans les pays non membres de l'OCDE devraient également apporter leur soutien». En outre, ajoute l'Opep, «l'augmentation des capacités pétrochimiques dans les pays non membres de l'OCDE -principalement en Chine et au Moyen-Orient - devrait contribuer à la croissance de la demande de pétrole». L'Opep note toutefois que «ces prévisions sont soumises à certaines incertitudes, notamment en ce qui concerne l'évolution de l'économie mondiale dans les principales

économies de la région» non-OCDE.

«En 2025, la demande mondiale de pétrole devrait connaître une croissance robuste de 1,8 mb/j, en glissement annuel, également inchangée par rapport à l'évaluation du mois précédent», là encore essentiellement portée par les pays hors OCDE pour 1,7 mb/j, précise l'Opep. L'Opep+, qui regroupe l'Opep et ses alliés tels que la Russie, a mis en œuvre une série de réductions de la production depuis la fin 2022 afin de soutenir le marché. Le 2 juin, le groupe a décidé de prolonger son accord de réduction de la production de brut de 2,2 millions de bpj jusqu'à la fin du mois de septembre et de la supprimer progressivement à partir d'octobre.

BNA

Inauguration d'une nouvelle agence bancaire à In Guezzam

Une nouvelle agence de la Banque nationale d'Algérie (BNA) a été inaugurée mercredi, dans la wilaya d'In Guezzam, à l'extrême Sud du pays , a-t-on appris des responsables de cette institution financière. L'ouverture de l'agence 949 s'inscrit dans le cadre du programme visant l'extension du réseau de la BNA à travers les différentes régions du pays, notam-

ment les nouvelles wilayas, a indiqué le directeur régional de la BNA (Ouargla), Hassad Hassan lors de la cérémonie d'inauguration qui s'est déroulée en présence des autorités locales. "Cette nouvelle agence bancaire assurera les différents produits bancaires et opérations financières, telles que l'ouverture de comptes bancaires et autres, en tenant compte de la prise

en charge des préoccupations des citoyens, des professionnels et les fonctionnaires de la région", a-t-il souligné . De son côté, le wali d'In Guezzam, Fayçal Amrouche, a déclaré que "l'ouverture de cette agence de la Banque nationale d'Algérie contribuera à l'accompagnement et la promotion des opportunités de l'investissement dans la région, dont notamment l'inves-

tissement économique dans sa diversité, agricole notamment". Dans ce volet, le chef de l'exécutif local a relevé que des périmètres agricoles ont été récemment attribués dans la wilaya d'In Guezzam, alors que d'autres périmètres seront octroyés dans le cadre du programme d'investissement agricole via la plateforme numérique.

ORAN

Vers la création de centres de développement de l'entrepreneuriat dans cinq Ecoles supérieures

La création de centres de développement d'entrepreneuriat est prévue au niveau de cinq Ecoles supérieures d'Oran à la prochaine rentrée universitaire, a-t-on appris, mercredi, du directeur local de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), Abdelkader Ghomri. Lors d'une journée de sensibilisation au profit des étudiants porteurs de projets tenue au siège de l'agence de wi-

laya de l'ANADE, M. Ghomri a indiqué, à l'APS, que ces centres de développement de l'entrepreneuriat seront répartis entre l'Ecole supérieure des sciences biologiques, l'Ecole supérieure d'ingénierie électrique et énergétique, l'Ecole nationale polytechnique d'Oran, l'Ecole supérieure des sciences économiques et l'Ecole nationale supérieure des communications et technologies de la communication et l'information. Ces centres

s'ajouteront aux trois similaires, opérationnels actuellement au niveau des universités d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella", d'Oran 2 "Mohamed Ben Ahmed" et de l'Université des sciences et technologies Mohamed-Boudiaf, et dont les missions sont d'accompagner les étudiants porteurs de projets, les former et les préparer à mettre en œuvre les projets sur lesquels ils travaillent. Cette journée de sensibilisation a enregistré la présence de 25

étudiants porteurs de projets ayant suivi une formation de trois semaines, au centre de développement de l'entrepreneuriat relevant de l'université d'Oran 2, sous la supervision d'enseignants universitaires et de cadres formateurs relevant de l'ANADE. Cette rencontre vise à enrichir et valoriser le projet entrepreneurial dans un premier temps, l'encadrer et le mettre en œuvre pour le concrétiser, dans une deuxième phase. Cette journée vise

également à informer les jeunes porteurs de projets sur les nouvelles orientations de l'agence, expliquer les nouvelles procédures, clarifier les conditions et exigences de qualification du dossier, élaborer le plan d'action avec le type de subventions et de privilèges accordés dans le cadre de l'accompagnement de ce dispositif et détailler le parcours de prise en charge des dossiers des étudiants porteurs de projets.

INVESTISSEMENT DANS LA CHAINE DU FROID

Un programme de développement en cours d'élaboration

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a annoncé, mardi depuis Blida, l'élaboration, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, d'un programme pour le développement de la chaîne du froid pour assurer la disponibilité des différents produits agricoles, tout au long de l'année. Présidant l'inauguration de l'imprimerie industrielle relevant du groupe public "MADAR Holding" dans la zone industrielle "Ben Boulaid", le ministre a précisé que son département œuvrait en coordination avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural à mettre en place un programme de développement de l'investissement pour garantir le nombre suffisant de

chambres froides pour stocker les différents produits agricoles et assurer leur disponibilité tout au long de l'année. La chaîne du froid est "la base du stockage et de la disponibilité des différents produits agricoles, tout au long de l'année, c'est pourquoi elle doit être développée", a-t-il ajouté, relevant que la wilaya de Blida faisait partie des wilayas disposant d'un potentiel agricole majeur, mais elle enregistre "un manque à gagner en matière d'industries manufacturières". D'autre part, le ministre a souligné le souci de l'Etat de "relancer les usines qui faisaient autrefois la fierté de l'économie nationale", et dont beaucoup sont devenues aujourd'hui des entreprises industrielles productrices offrant des postes d'emploi et contribuant à réduire la

facture d'importation, a-t-il dit. La politique actuelle du pays est "basée sur le développement de l'industrie locale et sur l'augmentation du taux d'intégration qui est à même de réduire la facture d'importation, point sur lequel insiste le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Dans ce contexte, il s'est félicité du matériel et équipements dont dispose l'imprimerie industrielle relevant de "MADAR Holding", laquelle contribue à couvrir les besoins du marché national en différents types d'emballages dans les secteurs de l'industrie agroalimentaire, cosmétique et pharmaceutique, grâce à un staff de jeunes employés. Pour sa part, le PDG de "MADAR Holding", Amara Charaf-Eddine a indiqué que la capacité de production an-

nuelle de cette entreprise industrielle avoisinait les 3.000 tonnes/an, un chiffre appelé à augmenter à 6.000 tonnes/an à l'horizon 2026, après parachèvement de l'extension de cette imprimerie industrielle qui emploie actuellement 150 travailleurs. Cette entreprise industrielle s'ajoute à une autre entreprise de textile, spécialisée dans les "tissus non tissés", relevant de "MADAR Holding", qui a également été inaugurée aujourd'hui par M. Aoun au Gué de Constantine (Alger). Créée après la réhabilitation de l'usine qui était à l'arrêt, cette société produit une gamme variée de produits médicaux chirurgicaux et sanitaires, avec un coût de 12,5 milliards DA. Elle emploie 91 travailleurs, un nombre qui devrait augmenter d'ici à la fin de l'année.

GRAND PRIX ASSIA DJEBAR DU ROMAN

Les lauréats distingués à Alger

Le jury de la septième édition du Grand Prix Assia Djebbar du roman a distingué, mardi à Alger, les romanciers Inaam Bayoud, Hachemi Kerach et Abdelaziz Otmani pour leurs œuvres littéraires en langues arabe, amazighe et française. Les lauréats de ce Grand Prix, organisé par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont été primés lors d'une cérémonie organisée à l'hôtel El Aurassi, en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Mme Soraya Mouloudji, du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Oualid, et de l'ambassadeur de l'Etat de Palestine en Algérie, Fayez Abu Aita, ainsi que de responsables et de personnalités de la culture et des médias. Le Grand Prix Assia Djebbar du roman en langue arabe a été attribué à Inaam Bayoud pour "Houaria" (Mim Edition). En Tamazight, c'est Hachemi Kerach qui a été primé pour son roman "1954, Thalalith n Ussirem" (Tira Editions) tandis que le prix du roman en langue française a été décerné à Abdelaziz Otmani pour "Sin, la lune en miettes" (Casbah Editions). Lors de la cérémonie, l'ANEP a remis à la ministre de la Culture et des Arts une distinction spéciale destinée au président de la République en reconnaissance de son soutien constant à la culture, à la créativité et au Grand Prix Assia Djebbar. Mme Mouloudji a estimé que l'organisation de ce Grand Prix "témoigne de la richesse du champ littéraire, de la vitalité de la scène littéraire et de la dynamique de l'édition dans notre pays". "L'Algérie, sous l'orientation du président de la République, établira bientôt un système de prix honorifiques et incitatifs visant à enrichir la scène culturelle et littéraire et à encourager l'émulation dans les domaines de la créativité littéraire et artistique", a-t-elle fait savoir.

CAMPAGNE
MOISSON-BATTAGE

**Plus de 222
mille quintaux
de céréales
collectés à
Ouargla**

Une récolte céréalière de 222.099 quintaux toutes variétés confondues a été réalisée à ce jour, dans la wilaya d'Ouargla, à la faveur de la campagne moisson-battage, au titre de la saison agricole (2023-2024), qui tire à sa fin, a-t-on appris mardi auprès de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Cette quantité de céréales est répartie entre 204.825 qx de blé dur, 9.969 qx de blé tendre et 7.305 qx d'orge, dont le rendement a été estimé à 43 qx /hectare, a-t-on indiqué.

La surface récoltée à ce jour a atteint 5.205,5 hectares, sur une superficie globale de 5.802 ha réservée à la production céréalière dans cette wilaya, selon la même source.

Une quantité de 134.119,8 qx de céréales a été collectée par la coopérative de céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya, a-t-on fait savoir.

Les terres agricoles destinées à ces cultures stratégiques dans la wilaya d'Ouargla sont réparties à travers les quatre pôles agricoles, GassiTouil (daira de Hassi Messaoud) avec un total de 3.789 ha, suivi du pôle agricole de la daïra de N'Goussa (985 ha), Sidi Khouiled (833 ha), et Ouargla (195 ha), selon les données de la direction du secteur.

Quatre vingt quatre (84) investisseurs agricoles sont engagés dans cette activité agricole qui s'appuie sur le système d'irrigation par pivots, au titre de l'actuelle saison agricole dans la wilaya.

MILA

Un programme de stockage de plus de 17.000 quintaux d'ail

Plus de 17.000 quintaux d'ail de la saison 2023-2024 seront stockés cette année dans la wilaya de Mila, apprend-on mardi de la direction locale des services agricoles (DSA).

Dans une déclaration à l'APS, le chef du service de régulation de la production et de soutien technique à cette direction, Mohamed Bengouitane, a indiqué qu'une réunion a été tenue, juin dernier, avec les opérateurs locaux souhaitant adhérer au programme de stockage de ce produit conduit par les services de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) pour prendre en charge le surplus de la production et l'entreposer dans des

chambres froides. Selon le même cadre, la production obtenue fin juin dernier, a dépassé celle de la saison de l'an dernier atteignant 1,42 million quintaux récoltés sur 2.900 hectares sur un total de 3.024 hectares consacrés à cette spéculation dans la wilaya. Les dossiers de cinq opérateurs intéressés par le programme de stockage 2024 ont été transférés par la DSA aux services de l'ONILEV, selon la même source qui a ajouté que le travail est en cours pour préparer les dossiers

d'autres opérateurs. L'objectif tracé est d'attirer le plus grand nombre d'opérateurs stockeurs en vue de dépasser la quantité d'ail stockée l'année passée qui était de près de 17.000 quintaux, a assuré la même source. Le secteur œuvre, chaque année, à augmenter la quantité stockée d'ail de sorte à accompagner l'évolution sensible de la production dont une partie est entreposée en vue de réguler le marché et assurer la disponibilité pour toute l'année, a encore affirmé le même cadre.

CONSTANTINE

Lancement des travaux d'aménagement urbain d'un site de 147 hectares à Ali Mendjeli

Une opération d'aménagement urbain d'un site de 147 hectares, à la circonscription administrative Ali-Mendjeli, dans la wilaya de Constantine a été lancée récemment pour permettre la domiciliation de plus de 10.000 logements, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Les travaux ciblant ce site situé à l'extension sud de la circonscription

administrative Ali-Mendjeli porteront sur l'aménagement extérieur, l'ouverture des routes en plus de la mise en place des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) et d'assainissement, a-t-on précisé. Une enveloppe financière estimée à 1,6 milliard de dinars a été mobilisée dans le cadre de cette opération devant être achevée dans un délai de 14 mois, a fait savoir la même

source qui a mis l'accent sur l'importance de l'opération dans le renforcement des capacités d'urbanisation de cette ville considérée comme le prolongement naturel de la ville de Constantine. "Le site a été dégagé dans le cadre du plan d'occupation des sols (POS) n°13 qui prévoit également des assiettes destinées à la réalisation d'équipements publics devant accompagnés les

projets de réalisation de logements qui seront ultérieurement domiciliés sur ce site", a-t-on ajouté. Par ailleurs, les efforts sont en cours pour lancer l'aménagement d'un nouveau POS à l'extension sud de la circonscription administrative Ali-Mendjeli et qui devra contenir près de 12.000 logements et une soixantaine d'équipements publics, selon les services de la wilaya.

DJANET

Une centaine d'opérations de développement réalisées depuis 2021

Pas moins de 108 opérations de développement, tous secteurs d'activités confondus, ont été réalisées à Djanet, depuis sa promotion en qualité de wilaya à part entière en 2021, a révélé le chef de l'exécutif local, Benabdallah Chaïb-Eddour. Dans une allocution prononcée, lors des travaux de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de l'année 2024, consacrés à l'approbation du compte administratif, du budget supplémentaire ainsi que la présentation d'exposés relatifs à la saison estivale et la prochaine rentrée scolaire, M. Chaïeb-Eddour a indiqué

que " 108 projets de développement relevant de différents secteurs d'activités, dont 16 projets sectoriels et 92 autres inscrits dans le cadre du plan communal de développement (PCD), ont été concrétisés entre 2021 et 2023". Et d'ajouter que les enveloppes consacrées au développement local durant la même période ont permis de financer 160 projets sectoriels et 155 autres retenus au titre du PCD. S'agissant du programme d'appui au développement social et économique des communes pour l'exercice 2023-2024, le même responsable a fait savoir qu'une enveloppe de plus de deux milliards de DA

a été allouée pour la réalisation de 135 opérations de développement. M. Chaïb-Eddour a saisi cette occasion pour mettre en avant l'importance des programmes de développement accordés à la wilaya de Djanet à la faveur des montants colossaux mobilisés par les pouvoirs publics pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens. Le chef de l'exécutif local a, à ce titre, souligné l'impératif d'avoir une forte adhésion de tous les acteurs (élus locaux, société civile et citoyens) au processus de développement dans le cadre de la promotion de la démocratie participative.

TISSEMSILT

Les projets routiers enregistrent des taux d'avancement «notables»

Les divers projets routiers, inscrits dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya de Tissemsilt, enregistrent des taux d'avancement "appréciables", a-t-on appris, mardi, du directeur local des Travaux publics. M. Zineddine Bordji a précisé que le secteur des Travaux publics a bénéficié, dans le cadre de ce programme complémentaire, de 13 projets pour une enveloppe financière globale de 47,62 mil-

liards de dinars. Détaillant les opérations mises en œuvre ou devant l'être dans ce cadre, il a cité, notamment, la réalisation de doubles voies au niveau des routes nationales (RN) sur une longueur cumulée de 136 kilomètres, dont 16 points ciblant la correction des glissements, d'un ouvrage d'art et d'un échangeur, en plus de la consolidation de chemins de wilaya (CW) sur une distance de 93 Km, ainsi que l'entretien de chemins communaux (CC) sur une distance de 55 Km. Les travaux des chantiers ciblant les routes nationales sont en voie d'achèvement, no-

tamment la RN 14 reliant la wilaya de Tissemsilt à la wilaya de Tiaret sur une distance de 8 Km, où il est prévu la réalisation d'un échangeur, a encore fait savoir le même responsable, précisant que le taux d'avancement des travaux de ce chantier est estimé, actuellement, à plus de 82%. Par ailleurs, les travaux ciblant la RN 120 à double voie reliant la commune de Layoune aux limites administratives de la wilaya de Djelfa sur une distance de 22 Km ont atteint, de leur côté, un taux d'avancement de plus de 75%, selon la même source.

D'autre part, les projets inhérents aux chemins de wilaya affichent des taux d'avancement des travaux estimés à plus de 90%, notamment celui ciblant le CW 5 reliant les communes de Beni Chaïb et Sidi Boutouchent (10 Km), dont la réception est prévue avant la fin de ce mois de juillet, a encore fait savoir M. Bordji, soulignant que le taux d'avancement des travaux relatifs aux chemins communaux, dont la réception est également prévue à la fin de ce mois, ont dépassé les 97%.

Les tendances récentes de l’inflation en Argentine donnent raison à Hazlitt

Depuis son élection, Javier Milei a considérablement réduit les dépenses publiques en Argentine. Le résultat, comme l’avait prédit Hazlitt, est que l’inflation est de mieux en mieux maîtrisée.

Le taux d’inflation en Argentine a récemment atteint son point le plus bas depuis janvier 2022, enregistrant une augmentation mensuelle de 4,2 % en mai, selon l’Institut national des statistiques et du recensement (INDEC). Bien que l’inflation annuelle ait ralenti pour la première fois depuis la mi-2023, elle s’élève toujours à 276,4 %, l’un des taux les plus élevés au monde. Lorsque Javier Milei a accédé à la présidence en décembre 2023, l’inflation mensuelle avait grimpé en flèche pour atteindre un taux sans précédent de 25,5 %. En cinq mois, l’administration de Milei a réussi à réduire ce chiffre de plus de 20 points de pourcentage. Malgré la persistance d’un taux d’inflation annuel élevé, la tendance indique une stabilisation potentielle de l’économie argentine. Les réformes de Javier Milei ont été qualifiées d’agressives. Dans son discours inaugural, il a souligné la nécessité d’assainir l’économie avant de mettre en œuvre ses promesses de dollarisation et de fermeture de la banque centrale. Pour parvenir à un déficit zéro, Milei a créé une réduction de 35 % des dépenses publiques. Il y est parvenu en fermant la

moitié des ministères et des secrétariats, en suspendant les travaux publics pendant un an, en réduisant les subventions pour l’énergie et les transports, en annulant la publicité gouvernementale et en maintenant le budget 2023 pour 2024 malgré un taux d’inflation de 300 %. Pour l’essentiel, le gouvernement a réduit ses dépenses de manière drastique. Bien qu’impopulaires, ces mesures ont porté leurs fruits. Le gouvernement de Milei a non seulement évité un déficit, mais a atteint un excédent et, surtout, l’inflation a commencé à diminuer. L’histoire de l’inflation en Argentine m’a récemment fait penser au célèbre article de Henry Hazlitt publié en 1978, et intitulé « Inflation in One Page » (L’inflation en une page). Comme le titre l’indique, Hazlitt résume les causes et les remèdes de l’inflation dans une explication brève et simple. Selon lui, l’inflation est une conséquence des politiques monétaires des gouvernements, en particulier de l’impression monétaire excessive due à des budgets déséquilibrés provoqués par des dépenses publiques extravagantes. 1 L’inflation est une augmentation de la quantité de monnaie et de crédit. Sa principale conséquence est la flambée des prix.

Par conséquent, l’inflation – si nous utilisons ce terme à tort pour désigner la hausse des prix elle-même – est causée uniquement par l’impression d’une plus grande quantité de monnaie. Les politiques monétaires des gouvernements en sont entièrement responsables. 2. La raison la plus fréquente pour imprimer plus d’argent est l’existence d’un budget déséquilibré. Les budgets déséquilibrés sont causés par des dépenses extravagantes que le gouvernement ne veut pas ou ne peut pas payer en augmentant les recettes fiscales correspondantes. Ces dépenses excessives résultent principalement des efforts déployés par le gouvernement pour redistribuer les richesses et les revenus – en bref, pour obliger les personnes productives à soutenir les personnes improductives. Cela érode les incitations à travailler, tant pour les productifs que pour les improductifs. 3 Les causes de l’inflation ne sont pas, comme on le dit si souvent, « multiples et complexes », mais résultent simplement de l’impression d’une trop grande quantité de monnaie. Hazlitt a également abordé la question du remède à l’inflation dans son livre The Inflation Crisis, and How To Resolve It (La crise de l’inflation et comment la résoudre)

affirmant que la solution réside dans l’arrêt de l’augmentation de la monnaie et du crédit : « Le remède à l’inflation, comme la plupart des remèdes, consiste principalement à en supprimer la cause. La cause de l’inflation des prix est l’augmentation de la monnaie et du crédit. Le remède consiste à cesser ce gonflement. C’est aussi simple que cela. Bien que simple dans son principe, ce remède implique souvent des décisions complexes et désagréables dans le détail. » Javier Milei, grand lecteur d’Henry Hazlitt, semble avoir appliqué efficacement ces principes dans sa stratégie économique. Hazlitt avait prévu que les décisions radicales pour résoudre l’inflation seraient désagréables, et en effet, de nombreux Argentins ont exprimé leur mécontentement à l’égard des mesures mises en œuvre au cours des derniers mois. Mais malgré la controverse, l’approche de Milei est un exemple convaincant de la manière dont les principes de l’économie de marché et un gouvernement limité peuvent relever les défis économiques. *Article original de la Foundation for Economic Education.*

Renouvelable et décarboné, et si le gaz vert était davantage encouragé ?

Par Philippe Charlez (*)

Doté de nombreux avantages par rapport au charbon ou au pétrole, le gaz naturel n’est pourtant pas exempt de défauts. Aux premiers rangs desquels ses émissions et le fait qu’il soit importé de l’étranger, avec l’impact sur notre souveraineté énergétique que cela suppose. Le gaz vert, ou biogaz, pourrait constituer une alternative prometteuse, à condition que les pouvoirs publics accompagnent la structuration d’une véritable filière française, en accélérant notamment la publication du décret sur les « certificats de production de biogaz ». Beaucoup sont aujourd’hui convaincus que le gaz naturel sera dans les décennies à venir la principale énergie de transition, notamment en tant que « meilleur ami des renouvelables », pour palier leur intermittence. Rappelons que le gaz naturel émet deux fois moins de CO2 que le charbon et 40% de moins que le pétrole. Par rapport à ses concurrents énergétiques, il a l’énorme avantage de pouvoir intervenir dans la génération électrique à la fois comme base et comme pointe (une turbine à gaz peut être démarrée et arrêtée presque instantanément). De surcroît, en couplant dans un même cycle électrique une turbine à gaz et une turbine à vapeur, le rendement du cycle com-

biné atteint 60%, contre 35% pour les turbines à vapeur utilisées dans le charbon et le nucléaire. Le gaz est aussi massivement utilisé dans le chauffage domestique avec d’excellents rendements (chaudières à condensation), ainsi que dans la plupart des industries à fort contenu énergétique. Enfin, le gaz peut aussi être utilisé comme carburant routier, soit sous forme comprimée (GNV), soit sous forme liquéfiée (GNL). Le gaz naturel a toutefois deux inconvénients majeurs. S’il émet moins de CO2 que le gaz et le pétrole, il reste le troisième émetteur le plus important. Par ailleurs, il peut rendre un pays très dépendant des aléas géopolitiques. Le conflit russo-ukrainien est venu rappeler à l’Europe combien la dépendance gazière (le vieux continent importe 90% de sa consommation) représente un sujet de vulnérabilité affectant la sécurité énergétique et la compétitivité des entreprises en provoquant une vague inflationniste dont les plus démunis sont les premières victimes. Produire son propre gaz, de surcroît décarboné, permet de gagner sur tous les deux tableaux. Tel est l’intérêt du biogaz.

Le gaz vert, alternative durable

C’est en 1776 qu’Alessandro Volta observa, lors d’une promenade, l’inflammabilité du gaz libéré dans les

marais par fermentation bactérienne de la matière organique. La méthanisation des déchets reproduit stricto sensu Dame Nature. La technique consiste à collecter la matière organique provenant de l’agriculture (déjections animales, résidus de récolte), de l’industrie agroalimentaire (abattoirs, caves vinicoles, laiteries, fromageries) ou des déchets d’origine domestique (tontes du gazon, ordures ménagères, boues et graisses de station d’épuration) puis à la méthaniser dans un « digesteur » en présence de bactéries. Il s’agit d’une cuve en acier ou en béton hermétiquement close et chauffée à 40°C, température à laquelle les bactéries sont les plus actives. Une fois la méthanisation terminée, le gaz est extrait et le résidu, appelé « digestat », est récupéré. Après traitement, ce dernier est utilisé comme fertilisant. Par rapport à ses confrères liquide (biocarburants) et solide (bois), le biogaz s’avère très vertueux. Il ne demande pas d’eau ni de surfaces agricoles et ne contribue pas à la déforestation. Le procédé a le double avantage de produire du gaz décarboné tout en traitant des déchets organiques. Sa contribution à l’effet de serre est neutre, voire négative : sans méthanisation, les déchets se seraient méthanisés à l’air libre et auraient rejeté le méthane dans l’atmosphère. Identique chimiquement au gaz naturel, il peut couvrir les

mêmes usages dans l’habitat, les transports et la génération électrique. La principale difficulté est de disposer de matière organique en abondance. L’efficacité du tri et de la collecte des déchets en est le défi majeur. En 2021, le biogaz couvrait 4% de la consommation européenne de gaz. L’Allemagne (51% de la production européenne) devance largement l’Italie et la Grande-Bretagne (chacune 13%). Produisant 10 TWh en 2022, la France (3% de la production européenne) est à la traîne. Source d’appoint extrêmement intéressante en Europe, la part du biogaz devrait y croître significativement au cours des prochaines décennies. L’ambition de l’UE est de couvrir 10% de sa consommation en 2030 et 25% à l’horizon 2050. L’étude publiée par l’ADEME en 2019 fait état d’un potentiel de 60 TWh en 2030 et de 145 TWh en 2050. Correspondant à une croissance de 10% par an, ces chiffres apparaissent très optimistes. D’autant que le biogaz reste onéreux (80 à 110 euros/MWh) par rapport au gaz naturel qui, exception faite de l’envolée des cours après le déclenchement du conflit Russo-Ukrainien, oscille autour de 30 euros/MWh. Dans son étude publiée en janvier 2024, l’Institut Sapiens a retenu 100 TWh de biogaz à l’horizon 2050. En dehors de son intérêt climatique

et de son impact positif sur la souveraineté énergétique, le biogaz a aussi de nombreux avantages économiques. Selon l’European Biogas Association, la filière pourrait créer en Europe 500 000 emplois d’ici 2030 et plus d’un million d’ici 2050. Dans une période très troublée pour un monde agricole en colère, il augmenterait de 15 à 20% les revenus des agriculteurs. Aussi, pour libérer de nouveaux projets et presser les distributeurs à intégrer davantage de biogaz dans leur portefeuille, l’exécutif devait promulguer un projet de loi destiné à promouvoir des certificats de production de biogaz. Si la situation politique instable qui s’est ouverte depuis le 9 juin rend incertaine la publication de ce décret, qui aurait contraint les distributeurs à renchérir encore un peu plus les factures (le gaz prendra déjà +11,5 % au premier juillet), il faudra pourtant faire preuve de courage politique pour aider la filière à se développer. Quant à la compétitivité du biogaz par rapport au gaz naturel, elle ne s’améliorera qu’à la faveur d’une augmentation significative du prix du carbone. Là aussi, une affaire de courage politique.

(*) Expert en questions énergétique, Institut Sapiens. Source : La Tribune. fr

COOPÉRATION
**Mémorandum
d'entente sur
la coopération
énergétique
entre la
Mauritanie et
le Royaume
d'Arabie
Saoudite**

Le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie, porte-parole du gouvernement, M. NaniOuldChrouga, et Son Altesse Royale le Prince Abdelaziz ben Selman ben Abdelaziz Al Saoud, ministre de l'Énergie du Royaume d'Arabie saoudite, ont signé, lundi à Riyad, un mémorandum d'entente relatif à la coopération dans les domaines de l'électricité, de l'énergie et de l'hydrogène propre. Le mémorandum porte sur l'étude des possibilités de partenariat, le développement du système électrique et la coopération dans le domaine de l'hydrogène propre, ainsi que sur les technologies énergétiques propres pour l'utilisation des technologies des combustibles fossiles, y compris le captage, le stockage et l'utilisation du dioxyde de carbone. Au cours de la réunion, SA l'Émir et la délégation qui l'accompagne ont discuté des opportunités d'investissement en Mauritanie dans les domaines de l'énergie, chargeant ACWA Power, une Société spécialisée dans les projets liés à l'eau et à l'énergie, de contacter le ministère pour étudier un projet de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et de son utilisation pour dessaler l'eau selon la technologie RO. Il a, également, demandé à la même Société de procéder à l'étude du projet d'utilisation du gaz du champ de TurtleAhmeyim pour le marché local, de construire un gazoduc pour transporter le gaz du point de distribution à la zone portuaire de N'Diogo, et de construire une centrale électrique pour produire de l'électricité à partir du gaz. Enfin, OuldChrouga a remercié S.A. l'Émir pour l'accueil chaleureux et de sa disponibilité à soutenir la Mauritanie dans le développement de ses ressources énergétiques, concrétisant ainsi les liens de fraternité et de partenariat entre les deux pays frères.

TUNISIE

L'inflation demeure élevée à court et à moyen termes

La Banque centrale de Tunisie vient de publier une note sur les évolutions économiques et monétaires et les perspectives de l'inflation. Cette note parle d'un renforcement graduel de la croissance du PIB, d'une stabilité du taux d'inflation à 7,2%, d'une réduction du déficit courant à 1.581 MD à la fin du mois de mai 2024, d'une légère atténuation du rythme de progression des crédits à l'économie...

Le redressement graduel de la croissance du PIB, aux prix constants de 2015, s'est poursuivi au premier trimestre 2024, pour avoisiner les 0,2% (en glissement annuel) après une stagnation un trimestre auparavant. Le rythme lent de la croissance économique traduit l'effet des évolutions contrastées de l'activité dans les principaux secteurs. Le renforcement des services et de l'agriculture a soutenu la croissance économique au 1er trimestre 2024, tandis que la forte contraction de la production industrielle a réduit le taux de croissance du PIB de 1,2 point de pourcentage au premier trimestre de cette année et de 0,5% le trimestre précédent, c'est ce qui ressort de la dernière note sur les évolutions économiques et monétaires et les perspectives de l'inflation, publiée récemment par la Banque centrale de Tunisie.

Agriculture, une contribution positive à la croissance du PIB

Ce travail explique que la chute historique de la production agricole en 2023 (-10,7% après une hausse de 1% en 2022) a cédé la place à un redressement graduel de la production au début de l'année 2024. La valeur ajoutée du secteur agricole, de la sylviculture et de la pêche a augmenté de 1,6% (en G.A.) au 1er trimestre 2024 après une baisse de -9,9% le trimestre précédent. Elle a dégagé une contribution positive à la croissance du PIB, de +0,14 point de pourcentage, et une hausse de l'emploi agricole de 24% (en G.A.), soit +104.000 postes d'emploi de plus.

«La reprise de la production agricole s'annonce faible, sous l'effet de la persistance du stress hydrique, ayant induit une forte régression des capacités de production, notamment de la filiale de l'élevage», lit-on sur la note. L'activité dans le secteur des services a progressé de 1,9% (en G.A.) au 1er trimestre 2024, après une hausse de 1,5% le trimestre précédent et contre 3,2% un an auparavant. Cette trajectoire de croissance lente trouve son origine dans les évolutions divergentes des principales activités de services. En effet, les valeurs ajoutées des services financiers, de santé, de télécommunication et d'autres activités des ménages se sont maintenues à la hausse, au premier trimestre de cette année, contribuant positivement à la croissance économique.

CANAL DE SUEZ (EGYPTE)

400 millions \$ de pertes de juillet 2023 à mars 2024

Les perturbations en mer Rouge continuent de ralentir les activités du Canal de Suez, ce qui remet encore en cause les prévisions de recettes et l'exécution dans les délais des plans d'extension de cette zone stratégique pour le commerce mondial et l'économie égyptienne. Le tonnage global des navires transitant par le canal de Suez a diminué de 15,6% en glissement annuel, au cours des 9 premiers mois de l'exercice 2023/2024 qui a commencé le

1er juillet 2023. Sur la période indiquée qui se termine à fin mars 2024, le cumul des tonnages nets s'est établi à 944,9 millions de tonnes, selon les données de la Banque centrale d'Égypte (CBE). La baisse des volumes a en l'occurrence frappé les recettes qui ont chuté de plus de 7,4%, à 5,80 milliards USD, contre 6,20 milliards USD l'exercice précédent. Au cours du 3ème trimestre de l'exercice indiqué (janvier à mars 2024), les recettes ont par contre chuté de

57,2% en glissement annuel, passant de 2,2 milliards à 959,3 millions USD. « Cette contreperformance est principalement due aux perturbations du trafic maritime en mer Rouge, qui ont forcé plusieurs compagnies maritimes commerciales à détourner leurs itinéraires de navigation » a commenté la CBE. Depuis novembre 2023 que les rebelles yéménites houthis sévissent dans ce couloir maritime, le cap de Bonne-Espérance, situé à l'extrême sud de l'Afrique

du Sud, est devenu l'alternative principale pour plusieurs armateurs, notamment des pétroliers, fuyant les attaques et kidnappings répétés de navires et d'équipage. Selon de récentes données, les mouvements de cargaisons de pétrole brut et de produits pétroliers autour du cap de Bonne-Espérance ont atteint 8,7 millions de barils par jour entre janvier et mai 2024. Cela représente une hausse d'environ 50% par rapport à l'année dernière.

ARABIE SAOUDITE

SaudiAramco commence à émettre des obligations libellées en dollars américains

Le géant de l'énergie SaudiAramco a commencé à émettre des obligations internationales libellées en dollars américains dans le cadre de son Global Medium Term Note Program. Dans une déclaration sur Tadawul, Aramco a révélé que les obligations ont une souscription minimale de 200 000 \$, le prix et la valeur de l'offre étant déterminés en fonction des conditions du marché. L'offre a débuté le 9 juillet et devrait se terminer le 17 juillet. Cette opération marque le retour de la compagnie pétrolière nationale sur le marché de la dette après une interruption de trois ans. La dernière fois qu'elle a fait appel aux marchés mondiaux de la dette, c'était en 2021, en levant 6 milliards de dollars grâce à un sukuk (obligation islamique) en trois tranches. En février, elle a indiqué qu'elle prévoyait d'émettre une autre obligation cette année. Les entreprises et les gouvernements des pays du Golfe se sont empressés d'exploiter

les marchés de la dette cette année, dans un contexte de baisse des taux d'intérêt mondiaux. En janvier, le Royaume a émis 12 milliards de dollars d'obligations libellées en dollars dans le cadre de cette tendance. Aramco a déclaré dans son communiqué Tadawul que ses obligations libellées en dollars américains sont des obligations directes, générales, inconditionnelles et non garanties de la société. Ces obligations sont destinées aux investisseurs institutionnels, en particulier aux investisseurs qualifiés dans les juridictions où l'offre est conforme aux réglementations locales. L'émission est gérée par Citi, Goldman Sachs International et HSBC. JP Morgan, Morgan Stanley et SNB Capital participent également à l'opération en tant que teneurs de livre associés. Les autres teneurs de livre associés sont Abu Dhabi Commercial Bank, anbank, capital et Bank of China, ainsi que BofA Securities, BSF Capital et Emirates NBD

Capital Limited. First Abu Dhabi Bank, GIB Capital et Mizuho, ainsi que MUFG, Natixis, Riyad Capital, SMBC Nikko et Standard Chartered Bank participent également à l'opération. Aramco a présenté plusieurs options de remboursement pour les obligations, telles que le remboursement à l'échéance, en cas de défaillance ou pour des raisons fiscales. Ces options comprennent le rachat par l'émetteur, le rachat au pair à l'échéance et le rachat intégral. En outre, elles englobent les options de vente aux investisseurs et les options de vente en cas de changement de contrôle, toutes soumises aux conditions de marché en vigueur. En février, Ziad Al-Murshed, directeur exécutif du développement des nouvelles activités chez SaudiAramco, a insisté sur la priorité à accorder aux objectifs et aux plans à long terme plutôt qu'à ceux à court terme, faisant allusion à une échéance prochaine.

POUR RELANCER UNE USINE DE PNEUS

La Tanzanie cherche des investisseurs

General Tyre East Africa a été créée en 1969, suite à un partenariat entre le gouvernement tanzanien et le fabricant américain de pneumatiques General Tire. Sa relance permettra de réduire les importations provenant notamment de la Chine et de l'Inde.

Le gouvernement tanzanien cherche des investisseurs disposant du capital et de la technologie nécessaires pour relancer une usine de fabrication de pneus vieille de 55 ans qui a fermé ses portes en 2007, en vue de répondre aux besoins du marché local et régional, a rapporté le site d'information The East African le samedi 6 juillet 2024, citant un rapport du ministère tanzanien de l'Industrie et du Commerce. Ces investisseurs devraient exploiter l'usine

pendant une période de 33 ans, avec une possibilité de renouvellement, et y installer des équipements modernes de fabrication de pneus d'une capacité de production d'un million d'unités par an, a-t-on ajouté de même source. Le site devrait produire une gamme complète de pneus pour les voitures, les bus, les camions légers et les poids lourds, afin de réduire les importations provenant de la Chine et de l'Inde.

L'usine baptisée General Tyre East Africa (GTEA) et située dans la ville d'Arusha (nord) a été créée en février 1969, dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement tanzanien et le fabricant américain de pneumatiques General Tire, avec une capacité de production de 320 000 pneus par an. Elle a cessé ses activités en 2007, en raison de l'inondation du marché par des pneus importés à bas prix provenant essentiellement de la Chine.

KENYA

Hausse des importations de vêtements de seconde main en 2023

Le Kenya est le premier marché pour les vêtements d'occasions en Afrique. Ce segment d'activité florissant dans le pays alimente les importations de marchandises et génère des revenus au profit du gouvernement. Au Kenya, l'association des acteurs opérant dans le secteur des vêtements d'occasion, dénommée-Mitumba Consortium Association of Kenya (MCAK) a importé plus de 198 000 tonnes de vêtements de seconde main en 2023. C'est ce que révèlent les données com-

pilées par le Bureau national des statistiques (Knbs) dans un rapport publié le 30 juin dernier. Le stock annoncé affiche une hausse de 11,5 % par rapport aux achats de 177 600 tonnes effectués par la MCAK un an plus tôt. Parallèlement, la facture des achats pour cette catégorie de vêtement a augmenté de 32 % d'une année sur l'autre pour atteindre 26,3 milliards de shillings (182 millions \$). Cette croissance des importations est liée au dynamisme du marché kényan des vê-

tements d'occasions. Selon les autorités, les prix relativement plus bas de ces produits ont continué à stimuler la demande au détriment des vêtements fabriqués localement, grâce aux marges plus élevées dont bénéficient les commerçants, principalement sur les marchés informels. « Le nombre de personnes qui se lancent dans cette activité augmente chaque jour. Cela s'explique par le fait que le capital requis est très faible », a déclaré Teresia Wairimu, prési-

dente de la MCAK qui se confiait au quotidien local Nation. Il convient de noter que les importations de vêtements de seconde main constituent une source de revenus non négligeable pour l'État. En effet, le Kenya applique une taxe d'importation de 35 % ou 0,40 \$ par kilogramme sur les vêtements de seconde main. Dans la première économie d'Afrique de l'Est, le secteur des vêtements d'occasions emploie environ 2 millions de personnes.

NIGERIA

Suspension des taxes à l'importation sur certains produits alimentaires de base

Le gouvernement nigérian prévoient la suspension des taxes à l'importation sur certaines denrées de base pour soutenir le pouvoir d'achat des populations face à la flambée des prix des produits de large consommation. "Les importations de niébé (haricot sec), de maïs, de riz décortiqué et de blé via les frontières maritimes et terrestres bénéficieront de franchises de droits de douane sur les 150 prochains jours" a annoncé lundi le ministre de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire,

Abubakar Kyari. D'après M. Kyari, l'exonération fiscale sera accompagnée par la fixation d'un prix de vente au détail recommandé pour les produits concernés qui seront importés par les acteurs du secteur privé. Cette mesure intervient alors que depuis janvier 2023, l'inflation alimentaire est en hausse constante au Nigéria jusqu'à atteindre en mai 2024, 40,66 % soit son plus haut niveau depuis près de 30 ans, selon les données du Bureau national des statistiques (NBS).

Le gouvernement a multiplié depuis un an, les mesures d'intervention face à la hausse des prix alimentaires qui constitue un défi supplémentaire pour les ménages nigériens qui consacrent déjà en moyenne 50 % de leurs revenus à l'alimentation, selon le FMI, Les autorités avaient annoncé en 2003 le déblocage d'une enveloppe de 500 millions de dollars pour financer la chaîne de production agricole.

TCHAD

Le CERF accorde 15 millions \$ pour les urgences sous-financées

Le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU (CERF) a accordé au Tchad une allocation de 15 millions de dollars pour soutenir sa réponse aux urgences sous-financées dans le cadre du Plan de réponse humanitaire (HRP) 2023, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). L'OCHA a expliqué, dans un communiqué publié lundi, que "le plan destiné à répondre aux besoins humanitaires les plus critiques au Tchad, visait à lever 920,6 millions de dollars américains pour venir en aide à 4,4 millions de personnes parmi les plus vulnérables du pays. Cependant, il n'a reçu que 44 % du financement requis. Ce déficit a laissé plus d'un million de personnes dans un besoin urgent d'aide". Selon le bureau onusien, cette allocation limitée répond en priorité aux besoins de 2,9 millions de personnes dans les 29 départements les plus touchés par la crise alimentaire et nutritionnelle en cours au Tchad. Ces départements sont situés dans les provinces du Salamat, du Ouaddaï, du Sila, de l'Ennedi Est et du Lac. L'allocation du CERF vise à répondre à la déclaration d'urgence alimentaire et nutritionnelle du gouvernement tchadien en février 2024, qui a suscité un appel à l'aide des partenaires techniques et financiers. Ainsi, le Programme alimentaire mondial (PAM) recevra 5 millions de dollars, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) utilisera une allocation de 2 millions de dollars du fonds. Dans le même temps, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) consacrera 5 millions de dollars à la fois aux besoins nutritionnels et aux problèmes d'assainissement. Aussi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recevra 2 millions de dollars. Enfin, le million de dollars restant sera versé au Service aérien humanitaire (UNHAS).

TRANSFORMATION DU COTON AU BÉNIN

86 millions \$ d'un consortium de banques

Un des leaders de la production de coton en Afrique, le Bénin s'est engagé depuis quelques années sur la voie de la transformation de l'or blanc. Un nouveau projet de 87,17 milliards FCFA soutenu par quatre grandes banques permettra au pays d'augmenter ses capacités de transformation. La Société des Textiles du Bénin (STB) a obtenu un financement de 52,3 milliards de FCFA (environ 86 millions \$) de la part d'un consortium de banques com-

posé de la BIIC, la CBAO Bénin, la BGFI Bank et la BOAD. L'accord signé à Cotonou fin juin permettra de transformer le coton béninois pour produire une gamme de produits finis qui seront exportés vers les marchés européen et américain. Selon les détails communiqués par la Banque Internationale pour l'Investissement et le Commerce (BIIC), les fonds serviront à financer à hauteur de 60 % un projet de transformation de 87,17 milliards de FCFA de la STB (qui dé-

boursa elle-même les 40 % restants). La BIIC contribuera à hauteur de 21,3 milliards de FCFA, la BGFI Bank 10 milliards de FCFA, tandis que 11 milliards proviendront de la filiale béninoise du groupe Attijariwafa (CBAO Bénin) et 10 milliards FCFA de la BOAD. Le projet permettra de construire un total de dix usines textiles, disposant chacune d'une capacité annuelle de transformation de 10 000 tonnes de coton brut. Les produits finis prévus comprennent des vêtements, des linges de maison et

des articles de sport. « Nous sommes fiers de participer à ce projet transformateur qui positionne le Bénin comme un leader de l'industrialisation durable en Afrique et dans le monde », a déclaré Arsène M. Dansou, DG de la BIIC. De son côté, la STB a déclaré que le projet permettra de créer 7 000 emplois directs et 10 000 emplois indirects. Elle indique également avoir déjà reçu des commandes de clients comme la Fédération Internationale de Football Association (FIFA).

BOURSE ZURICH

Le vert toujours de mise à l’approche de la mi-journée

La Bourse suisse se maintenait dans le vert mercredi à l'approche de la mi-journée, alors que le début de la saison des résultats du 2e trimestre s'annonce. Les nouvelles tant sur le front des données macroéconomiques que celles des entreprises se faisaient rares et les investisseurs se focalisaient sur la publication jeudi de l'inflation CPI aux Etats-Unis.

Les intervenants étaient aussi dans l'attente de Jerome Powell, président de la Réserve fédérale (Fed), qui passe devant la deuxième chambre du Congrès américain. Mardi, il a salué les "progrès" réalisés ces derniers mois lors d'une audition devant une commission du Sénat. "De nouvelles données positives viendraient renforcer notre confiance dans le fait que l'inflation se dirige résolument vers les 2%", a ajouté M. Powell, rappelant l'objectif d'inflation à long terme prévu par le mandat de la banque centrale américaine. Jeudi, l'indicateur CPI de l'inflation pour juin aux Etats-Unis est attendu, avec une baisse espérée de 3,3% sur un an en mai à 3,1%. "M. Powell a déclaré, pour la première fois depuis trois ans que l'inflation n'était plus la seule menace pour l'économie américaine, mais que le ralentissement du marché de l'emploi l'était également", a noté Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote. Les investisseurs n'en demeureront pas moins attentifs à l'indice CPI et la trajectoire de l'inflation qui ce dernier laissera envisager. Seule donnée macroéconomique du jour, la Chine a évité l'entrée dans une nouvelle période de déflation en juin, avec une hausse des prix inférieure aux attentes

d'analystes. L'indice des prix à la consommation (CPI) s'est inscrit en hausse de 0,2% sur un an. Cette progression est inférieure à celle de mai (+0,3%) et ce rythme est le plus faible depuis mars (+0,1%). A la Bourse suisse, le SMI notait peu avant 11h00 à 12'050,39 points, en progression de 0,11%, après avoir démarré la séance en hausse de 0,09%. Le SLI se montrait moins ferme, flirtant avec l'équilibre à 1956,51 points et l'indice élargi SPI prenait 0,19% à 16'063,19 points. Sur les 30 valeurs constitutives du Swiss Leader Index, le nombre de perdants passait à 13, les 17 autres titres gagnant du terrain. En fond de classement, Logitech (-1,8%) conservait la lanterne rouge. Actuelle présidente du conseil d'administration, Wendy Becker devrait être confirmée dans son mandat pour une année supplémentaire à l'assemblée générale du 4 septembre. L'administrateur Guy Gecht, candidat alternatif à Mme Becker proposé par le cofondateur du groupe valdo-californien Daniel Borel, renonce à se présenter. VAT Group (1,4%) était aussi à la peine, tout comme Givaudan (-0,7%), Julius Bär (-0,7%) Sika (-0,5%) et Swatch Group (-0,5%), l'horloger biennois devant présenter prochainement des ventes en repli au

1er semestre. HSBC a abaissé la recommandation du gestionnaire de fortune zurichois à "hold", contre "buy" précédemment, et réduit l'objectif de cours. Les trois poids lourds de la cote, en particulier le bon Roche (+0,7%), soutenaient les indices, Nestlé s'étouffant de 0,3%, alors que Novartis prenait à peine 0,04%. En haut de classement, la défensive Swisscom (+1,4%) prenait le large, devant SGS (+0,9%) et Kühne+Nagel (+0,9%). Le spécialiste de l'inspection et de la certification a acquis pour un montant non dévoilé le laboratoire français Institut d'expertise clinique (IEC). UBS prenait 0,7%. Le numéro un bancaire helvétique prévoit de rembourser aux premières échéances possibles deux obligations dites ATI ("additionnal tier 1"), de respectivement 700 millions de dollars

australiens (424 millions de francs suisses) et 750 millions de dollars singapouriens (près de 500 millions de francs suisses). Partners Group (+0,2%) n'était guère affecté de l'abaissement d'objectif de cours annoncé par Morgan Stanley, alors que la banque américaine a laissé recommandation à "equal weight". Sur le marché élargi, Adecco montait de 2,1%. A compter du 23 septembre, Adecco, poussé hors du SLI par Sandoz en octobre 2023, retrouvera les 30 valeurs constitutives de l'indice. Le titre du spécialiste zurichois du placement de personnel y remplacera l'action au porteur Roche (+0,2%). Le sous-traitant pharmaceutique Siegfried (-0,1%) a nommé Marcel Imwinkelried comme nouveau directeur général. Il prendra ses fonctions le 1er septembre.

POINT-MARCHÉS

L’Europe hésite, entre incertitudes politique en France et monétaire aux Etats-Unis

Les Bourses européennes ont ouvert sur une note incertaine mercredi, les développements politiques en France éclipsant les derniers commentaires encourageants de la Réserve fédérale. À Paris, le CAC 40 recule de 0,05% à 7.505,2 points vers 07h25 GMT. À Francfort, le Dax prend 0,25%, contre 0,22% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 grignote 0,16%, l'EuroStoxx 50 est stable et le Stoxx 600 prend 0,14%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street en baisse, le Dow Jones reculant de

0,04%, contre 0,05% pour le Standard & Poor's 500 et 0,13% pour le Nasdaq. La formation d'un gouvernement en France apparaît compliquée après les élections législatives, et les investisseurs s'inquiètent d'un Parlement bloqué qui pourrait fragiliser une situation budgétaire déjà précaire. Le poids relativement important des valeurs françaises dans les indices européens explique que l'incertitude pèse ailleurs en Europe. Les marchés saluent néanmoins les derniers commentaires de politique monétaire du président de la Fed, Jerome Powell, qui a déclaré

mardi devant la Chambre des représentants que l'économie américaine n'était plus en surchauffe, ouvrant la voie à des baisses de taux. La publication de l'inflation CPI pour juin et le début de la saison des résultats jeudi pourraient néanmoins inciter les investisseurs à la prudence. Aux valeurs, Hapag-Lloyd, entreprise de conteneurs, bondit de 7,4% après avoir relevé mardi ses perspectives de résultats pour 2024, portées par une hausse de la demande et des taux de fret à court terme.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 10 Juillet 2024					
Valeur : 12 Juillet 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2907	134.3057
1	EUR	EURO		145.1817	145.2248
1	GBP	POUND STERLING		171.7931	171.8563
100	JPY	JAPANESE YEN		83.1367	83.1614
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4567	18.4590
1	CHF	SWISS FRANC		149.6109	149.6943
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.4392	98.4790
1	DKK	DANISH KRONE		19.4686	19.4736
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7115	12.7149
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5764	12.5803
1	AED	UAE DIRHAM		36.5606	36.5677
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8032	35.8091
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.7151	438.9075
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7866	43.2166
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6358	13.6373
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4343	27.5748
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5358	3.5362
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.3509	177.3509

PARIS

Faible hausse, attend la levée du flou politique

La bourse de Paris gagne un timide 0,3% ce matin, autour des 7530 points, tirée par Teleperformance (+2,3%) ainsi que par les opérateurs Bouygues et Orange qui s'arrogent respectivement +1,5% et +1,3%. La perspective de longues négociations en vue de la formation d'un nouveau gouvernement devrait continuer de générer de la volatilité et le manque de visibilité pourrait freiner l'indice. 'Côté support et zone de repli les 7500/7275 points restent toujours un soutien clé jusqu'à preuve du contraire', assure Jérémy Delsol, trader et investisseur indépendant. 'En revanche, je n'oublie pas la zone des 6950/6775 points, en cas de craintes et désertion d'une partie des investisseurs, notamment si la crise politique persiste trop longtemps et

qu'elle débouche possiblement sur une récession', ajoute le professionnel. Sur le front obligataire, le Bund allemand à dix ans s'établit ce matin à 2,53%, tandis que son équivalent français ressort à 3,19%, ce qui conduit le 'spread' OAT-Bund à se stabiliser à 66 points de base, comme en fin de semaine dernière. A titre d'indication, l'écart OAT-Bund évoluait autour de 50 points avant l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale et s'était tendu jusqu'à 85 points de base avant le premier tour des législatives. 'De notre point de vue, tant que le marché obligataire tient, il n'y a pas d'inquiétudes particulières à avoir pour les actions françaises', assure Christopher Dembik, conseiller en straté-

gie d'investissement chez Pictet AM. Si l'actualité politique française domine encore très largement, les fondamentaux économiques n'ont pas totalement disparu des écrans radar des investisseurs. En l'absence d'indicateur de premier plan, les intervenants de marché devraient de nouveau concentrer leur attention sur la deuxième audition de Jerome Powell, le président de la Fed, devant la Chambre des représentants, prévue dans l'après-midi. Hier, devant le Sénat, le patron de la Réserve fédérale avait préparé le terrain à une baisse des taux en septembre prochain en se félicitant du reflux de l'inflation et de la baisse des tensions sur le marché du travail. 'Point important: il a mis en exergue le risque

de baisser trop tardivement ou trop peu les taux ce qui pourrait entraîner des effets négatifs sur l'activité économique et l'emploi', fait valoir Christopher Dembik, chez Pictet AM. 'Tout est prêt pour une baisse des taux à la rentrée', en déduit le stratège. Dans l'actualité des sociétés tricolores, BNP Paribas a annoncé la signature d'un partenariat pluriannuel avec Mistral AI qui va lui permettre d'avoir accès à tous les modèles commerciaux actuels et futurs de la start-up dans les métiers de la banque. Vallourec annonce s'être vu attribué un contrat par TotalEnergies pour lui fournir près de 5.000 tonnes de tubes OCTG et des services associés, à destination du projet en eaux profondes Kaminho, au large des côtes angolaises.

CHINE

La déflation évitée de justesse en juin

Le pays était sorti de ce phénomène en février mais la hausse des prix est depuis restée modeste, à rebours des principales économies mondiales qui ont encore vu les prix s'envoler.

La Chine a évité l'entrée dans une nouvelle période de déflation en juin, avec une hausse des prix inférieure aux attentes d'analystes, selon des chiffres officiels publiés mercredi, qui renforcent les inquiétudes vis-à-vis de la croissance chinoise. La déflation est l'opposé de l'inflation. Elle correspond à la baisse des prix des biens et services, synonyme d'économie qui tourne au ralenti. Le pays en est sorti en février mais la hausse des prix est depuis restée modeste, à rebours des principales économies mondiales qui ont encore vu les prix s'envoler. L'indice des prix à la consommation (CPI), principale jauge de l'inflation, s'est inscrit en juin en hausse de +0,2% sur un an, selon le Bureau national des statistiques (BNS). Cette progression est inférieure à celle de mai (+0,3%) et ce rythme

est le plus faible depuis mars (+0,1%). Des analystes sondés par l'agence Bloomberg anticipaient un rebond des prix plus robuste en juin (+0,4%). D'un mois sur l'autre entre mai et juin, les prix sont en revanche en repli de 0,2%, ce qui correspond à une déflation. "Le risque de déflation n'a pas disparu en Chine" car "la demande intérieure reste faible", souligne l'analyste Zhiwei Zhang, du cabinet PinpointAsset Management.

Contraction de l'indice des prix à la production pour le 20ème mois consécutif

La Chine avait plongé fin 2023 en déflation durant quatre mois, avec en janvier la plus forte contraction des prix à la consommation depuis 14 ans. La crise de l'immobilier,

un secteur qui a longtemps représenté le quart du PIB du pays, et son lot de promoteurs à la situation financière précaire est un important frein à la reprise. Un taux de chômage élevé chez les jeunes (14,2% en mai) et les incertitudes liées à la conjoncture fragilisent également la consommation, un des moteurs de l'économie chinoise. Logiquement, l'indice des prix à la production s'est de nouveau contracté en juin (-0,8%) pour le 20ème mois consécutif, a indiqué mercredi le BNS. Cet indice qui mesure le coût des marchandises sorties d'usines donne un aperçu de la santé de l'économie. Le repli est inférieur à celui anticipé par l'agence Bloomberg (-1,4%). Des prix à la production dans le rouge sont synonymes de marges réduites pour les entreprises.

IRLANDE

Les finances publiques se portent bien

Portées par des recettes records de l'impôt sur les sociétés (24 Mds EUR l'an dernier, multipliées par 6 en 10 ans), les finances publiques irlandaises apparaissent florissantes malgré une augmentation sensible de la dépense publique pendant, et depuis, le Covid. Ces confortables marges budgétaires placent pourtant le gouvernement dans une situation paradoxale : alors que les besoins d'investissement sont immenses et que les élections

générales se profilent, sa possibilité à utiliser ces ressources se trouve limitée. D'abord parce que les économistes, en premier lieu la Banque centrale, mettent ouvertement en garde contre les effets potentiellement néfastes d'un stimulus budgétaire alors que l'économie – et notamment l'emploi – tournent déjà à plein régime. Ensuite, parce que l'état général des infrastructures atteint un niveau préoccupant et affectant dorénavant l'attractivité du pays

pour les multinationales étrangères : à la crise du logement toujours aiguë vient s'ajouter des inquiétudes sur l'approvisionnement énergétique et la gestion de la ressource en eau. Les grands projets d'équipement peinent à être mis en œuvre du fait de la complexité des procédures de planification/autorisation et de capacités limitées – notamment dans le secteur de la construction. Les réactions positives des chefs d'entreprises à la proposition du PDG de

Ryanair en faveur de la nomination d'un ministre des infrastructures témoignent de l'inquiétude grandissante quant au retard pris en la matière. La complétion du projet de loi modernisant la planification et la préparation du budget 2024-2025 par le nouveau ministre des Finances Jack Chambers seront suivies avec une attention particulière : l'entretien du nid devient déterminant pour que la poule aux œufs d'or continue de remplir les caisses de l'Irlande !

FRANCE

L'inflation attendue sous la barre des 2% en fin d'année

Selon la dernière note de conjoncture de l'Insee, l'inflation devrait atteindre 1,9% sur un an en fin d'année. L'institut table également sur une croissance de 1,1% en 2024, tout en reconnaissant que "l'évolution de la situation politique en France constitue un aléa important". Un objectif en passe d'être atteint. Jugeant la bataille contre l'inflation "gagnée", Bruno Le Maire affirmait il y a un mois que la hausse des prix ralentirait sous les 2% fin 2024. S'il ne

sera sans doute plus en poste à Bercy pour s'en féliciter, contexte politique oblige, le ministre de l'Economie verra vraisemblablement sa prédiction se réaliser, à en croire les dernières prévisions de l'Insee publiées ce mardi 9 juillet. D'après l'institut de la statistique, le ralentissement de la hausse des prix à la consommation va se poursuivre dans les prochains mois: après +2,3% en mai et +2,1% en juin sur un an, l'inflation repasserait pour la première fois depuis mi-2021 sous la barre

des 2% en décembre, à 1,9% précisément. En moyenne sur l'année, elle s'établirait à 2,2%, après 4,9% en 2023. Ce reflux tient en grande partie au ralentissement des prix alimentaires (+0,8% en juin, +0,3% attendu en décembre) et des produits manufacturés (+0,1% en décembre). Au final, c'est le secteur des services qui resterait le premier contributeur à l'inflation, les entreprises du tertiaire repercutant avec retard les hausses de leurs coûts, notamment salariaux.

CHINE

Pékin lance une enquête sur de possibles subventions accordées par l'UE

Le pays réagit après une série de procédures de Bruxelles contre des pratiques commerciales jugées déloyales de Pékin, notamment dans le secteur des véhicules électriques. La Chine a annoncé mercredi l'ouverture d'une enquête visant l'Union européenne (UE) contre des "subventions" et des "obstacles à l'investissement", après une série de procédures de Bruxelles contre des pratiques commerciales jugées déloyales de Pékin, en particulier dans le domaine du véhicule électrique. "Le ministère du Commerce enquête sur les pratiques de l'Union européenne en matière d'obstacles au commerce et à l'investissement pour des entreprises chinoises", selon un communiqué du ministère. La Commission européenne a lancé ces derniers mois une série de procédures visant la Chine. Elle avait ouvert mi-février sa première enquête, dans le cadre de la nouvelle réglementation anti-subventions, contre une filiale du constructeur ferroviaire chinois CRRC, numéro un mondial du secteur. Locomotives, énergie photovoltaïque, énergie éolienne Ce groupe étatique, candidat pour la fourniture de trains électriques en Bulgarie, s'était finalement retiré fin mars de l'appel d'offres. La Commission a par ailleurs ouvert fin avril une enquête sur les marchés publics chinois de dispositifs médicaux, soupçonnant des pratiques "discriminatoires". D'autres enquêtes initiées concernent la construction automobile et l'éolien. Début juillet, l'UE a ainsi imposé jusqu'à 38% de droits de douane supplémentaires sur les importations de voitures électriques chinoises, une décision qui pourrait devenir définitive en novembre. Bruxelles accuse Pékin d'avoir illégalement favorisé ses constructeurs à coups de subventions. Le ministère chinois du Commerce a souligné mercredi que son enquête était motivée par une plainte de la Chambre de Commerce du pays. Cette plainte porte notamment sur "des produits tels que des locomotives, l'énergie photovoltaïque, l'énergie éolienne", a précisé le ministère. L'enquête sur les subventions de l'UE doit s'achever le 10 janvier 2025 mais pourra éventuellement être prolongée de trois mois.

AGRICULTURE

Le Danemark va taxer les émissions de méthane des vaches et des cochons, une première en Europe

Le gouvernement a présenté une loi, ce mercredi, proposant de taxer les émissions de CO2 produites par les élevages bovins et porcins. Une taxe qui sera reversée au secteur agricole pour l'aider à effectuer sa transition écologique mais qui menace 2.000 emplois d'ici 2035. Serait-ce le premier jalon d'une taxation européenne des émissions de méthane du bétail ? Ce mercredi, le gouvernement du Danemark a présenté un texte de loi proposant de taxer les émissions de CO2 générées par les bovins et les porcs du pays, afin d'atteindre son objectif de neutralité carbone

en 2045. Une mesure unique dans le monde, justifiée par le fait que le Danemark est l'un des principaux exportateurs de viande de porc, qui représente près de la moitié des exportations agricoles du pays selon le Conseil danois pour l'Agriculture et l'Alimentation. Dans le détail, dès 2030, les rejets de méthane, second gaz à effet de serre le plus présent dans l'atmosphère, causés par les flatulences des bovins et cochons danois seront taxés à hauteur de 300 couronnes (40,2 euros) par tonne d'équivalent CO2. Ce montant passera à 750 couronnes (quelque 100 euros) cinq ans plus tard, en 2035, selon les

termes d'un accord conclu fin juin entre le gouvernement, une partie de l'opposition et des représentants des éleveurs, de l'industrie, et du monde syndical. Le texte doit cependant encore être approuvé par le Parlement qui l'examinera après l'été. S'il est validé, les recettes générées par la taxe seront réinvesties dans la transition écologique de l'industrie agricole. Plus de 60% de la superficie du pays est consacrée à l'agriculture. En outre, la mise en jachère de 140.000 hectares devrait permettre d'augmenter le stockage de carbone dans les sols, pour réduire la concentration de gaz à effet de serre

dans l'atmosphère. Pour Christian Fromberg, spécialiste agriculture chez Greenpeace, « bien que la taxe carbone aurait dû être plus élevée et mise en place plus tôt, cela reste une étape importante », se félicite-t-il auprès de l'AFP. A cet égard, le responsable de Greenpeace déplore dans le même temps une « immense opportunité gâchée » pour permettre « à l'agriculture danoise de prendre une nouvelle direction » alors que ses pratiques restent très intensives et qu'elle déverse beaucoup d'azote, responsable de la désoxygénation de l'eau. Sans oxygène, faune et flore marines disparaissent.

LES PRIX DE LA TESLA
MODEL 3 AUGMENTENT ET
CETTE FOISils pourraient
ne pas
redescendre

Faisant face à de nouveaux droits de douanes en raison de sa production en Chine, la Tesla Model 3 voit ses prix augmenter. Hausse opportune ou vraie conséquence ?

Il faut toujours garder un peu de distance avec les annonces de Tesla, dont la vérification n'est pas toujours immédiate ou l'explication concrète. Mais s'agissant de l'augmentation du prix de sa Model 3, la marque américaine n'a pas oublié de tenir sa parole. A l'annonce, mi-juin, de cette inflation, on pouvait soupçonner un coup de bluff alors que la surtaxe appliquée aux Tesla "made in China" - comme à toutes les électriques faites en Chine - n'était pas connue. Le 7 juillet 2024, les "nouveaux" droits de douanes sont tombés pour les productions asiatiques de la firme californienne : 20,8 %. Et cette dernière de répercuter, quasi instantanément, cette inflation sur le prix de vente de sa berline. Même si, rassurez-vous, l'augmentation n'est pas proportionnelle.

Tesla habitué au yo-yo des prix

Tesla a finalement augmenté, ce mardi 9 juillet 2024, le prix de sa Model 3 de 1500 € sur l'ensemble de sa gamme. Celle qui s'affichait à un prix de 39 990 € dans sa version Propulsion passe donc désormais à un prix d'appel de 41 490 €. Avec ses 629 km d'autonomie, la Grande Autonomie Transmission intégrale passe à 50 490 € tandis que la plus puissante de toutes, la version Performance, s'affiche désormais à 57 490 €. Finalement, ce qui est présenté comme une répercussion de l'augmentation des droits de douanes supplémentaires ne serait-il pas seulement tout simplement la politique du yo-yo à laquelle joue Tesla depuis toujours ? Pas impossible dans la mesure où si cette hausse était une répercussion directe des droits de douanes, elle aurait pu être bien plus importante.

Concurrence interne du Model Y

C'est en tout cas un nouveau coup dur pour la Tesla Model 3 qui est exclusivement produite en Chine, et qui donc depuis le début de l'année 2024, en raison du nouveau score environnemental appliqué en France, ne bénéficiait déjà plus du bonus. Ce qui n'est pas le cas du Model Y qui lui aussi est en partie produit en Chine, mais dont les modèles "européens" proviennent de la Gigafactory de Berlin, en Allemagne. Et donc bénéficient encore du bonus.

De fait le Tesla Model Y devient donc moins cher que la Model 3. Ça a déjà été le cas dans le passé, notamment au moment de la sortie de la version Propulsion, fin 2022, qui s'affiche actuellement à 44 990 €. Ça, c'est sans le bonus de 4000 € qui fait baisser son prix à 40 990 €. Comment Tesla va-t-il gérer cette concurrence interne entre ses modèles ? Va-t-il augmenter les tarifs du Model Y prochainement ? Difficile à dire. En revanche, on peut miser sur le fait que les prix de la Model 3, frappés par les nouveaux droits de douanes, auront du mal à redescendre...

Ford Capri, c'est reparti !

Disparu de la gamme Ford au cœur des années 1980, le nom Capri revient à l'avant plan pour désigner le « grand frère » du récent Ford Explorer EV (premier essai à lire plus loin dans ce magazine) dont il partage la plateforme MEB de Volkswagen.



Jamais deux sans trois pour Ford qui nous refait le coup des Mustang Mach-E et Puma en baptisant un SUV du nom d'un coupé ayant écrit l'histoire de la marque... en Europe cette fois.

Capri c'est reparti ! Version « coupé quatre portes » du récent Ford Explorer EV, cette quatrième génération de Capri se distingue de son « petit frère » principalement par son style extérieur. Mais encore ?

Design & dimensions - Ford Capri EV

Basée sur l'Explorer EV, la nouvelle Ford Capri en conserve le porte-à-faux avant et l'empattement. C'est donc le popotin qui s'élève de 166 mm pour porter la longueur totale à 4634 mm pour une largeur de 1872 mm et une hauteur réduite de 13 mm à 1626 mm. Ce nouvel équilibre des masses combiné à une ligne de toit plongeante à partir du montant C octroie à ce SUV-Coupé une certaine personnalité mais surtout une aérodynamique légèrement plus favorable que celle de l'Explorer. Toutefois, c'est dans le traitement de la proue et de la poupe que la Capri se différencie ouvertement de l'Explorer. Pour justifier son appellation, la nouvelle-venue adopte un capot creusé dans sa partie centrale pour mieux faire ressortir les blocs optiques qui accueillent quatre éléments led diurnes sertis dans un bandeau noir qui s'étale sur tout la largeur. Les ailes arrières plus marquées, la vitre de custode arrondie, la pente du hayon et la signature lumineuse postérieure terminent de « signer » cette Ford Capri moderne. Selon le story-telling et conformément aux codes en vigueur de nos jours, si Ford avait maintenu la Capri dans sa gamme après 1986, le modèle considéré comme la sportive des familles serait naturellement devenu un SUV-Coupé...

Habitacle et coffre - Ford Capri EV

À l'intérieur, les occupants ne sémouvront pas des 13 mm de garde au toit en moins par rapport à l'Explorer. Il ne seront pas dépayés non plus puisque les deux modèles partagent un mobilier identique à l'exception de deux petits détails : la branche verticale du volant façon métal troué comme sur le coupé originel et le capitonnage noir des montants et du ciel de toit, pour un rendu plus « sportif ». On retrouve donc le même écran de 8 pouces derrière le volant, la même dalle de 14,6 pouces verticale intégrant le système Ford Sync4 et toujours mobile pour dissimuler un compartiment de rangement verrouillable.

Profitant de ces quelques centimètres supplémentaires à l'arrière, la Capri dispose d'un volume de coffre supérieur à celui de l'Explorer EV : 572 à 1510 litres au lieu de 470 à 1460 litres. Les aspects pratiques restent identiques : même console centrale compartimentée et modulable offrant jusqu'à 17 litres de rangement et banquette toujours rabattable en deux parties 40:60 avec une trappe à ski.

Spécifications et performances
- Ford Capri EV

... électrique. Car cette nouvelle Capri reprend la plateforme MEB utilisée par l'Explorer à l'identique. Comprenez qu'elle adopte des batteries de nouvelle génération respectant les dernières normes de sécurité édictées par les instances européennes et donc différentes de celles utilisées - pour le moment - par les cousins de la galaxie VW. Dans un premier temps, Ford proposera donc une variante propulsion de 286 ch dotée d'une batterie de 77 kWh et une autre à deux moteurs et quatre roues motrices de 340 ch alimentée par un accu de 79 kWh. La Capri étant positionnée entre l'Explorer et la Mustang Mach-E, rien n'indique que la version de base propulsion de 170 ch du premier cité sera reconduite. Ford annonce un 0 à 100

km/h abattu en 6,4 s pour la version Extended Range RWD et 5,3 s pour la variante AWD, la vitesse de pointe étant ici aussi limitée à 180 km/h.

Autonomie et recharge - Ford Capri

Plus fine sur le plan aérodynamique, la nouvelle Ford Capri avance des autonomies WLTP légèrement supérieures à celles des Explorer EV correspondants : 627 et 592 km pour la propulsion et la quatre roues motrices avec les jantes de 19 pouces en finition de base et 598 ou 560 avec les grandes jantes de 21 pouces optionnelles sur la finition Premium. Comme pour l'Explorer, la RWD peut recharger sa batterie en courant continu jusqu'à 135 kW contre 185 kW pour la AWD, passer de 10 à 80 % réclamera alors respectivement 28 et 26 minutes. Les deux acceptent jusqu'à 11 kW en courant alternatif triphasé.

Prix et livraisons - Ford Capri EV

La Ford Capri reprend la structure de gamme de l'Explorer EV avec une finition Standard déjà très bien dotée et reprenant l'essentiel des équipements attendus par les clients en matière de confort, de sécurité et d'infodivertissement. Un cran plus haut vient la version Premium qui y ajoute divers éléments tels que les jantes de 20 pouces (au lieu de 19), la barre son Bang et Olufsen, le toit vitré panoramique, la caméra à 360°, l'affichage tête haute ou les fonctions de maintien dans la voie et de changement de voie assisté. Situé entre l'Explorer EV et la Mustang Mach-E, la nouvelle Ford Capri devrait logiquement être un peu plus onéreuse que l'Explorer et viendra concurrencer les Cupra Tavascan, Skoda Enyaq Coupé et Volkswagen ID.5 basés sur la même plateforme, sans oublier les XPeng G6 et Tesla Model Y certes un peu plus grands. Les premières livraisons sont à prévoir pour début 2025.

Comment voyager sereinement en évitant les dangers du Wi-Fi public ?

Microsoft dévoile 142 failles de sécurité dans son Patch Tuesday de juillet 2024. Parmi elles, 5 sont critiques, 133 importantes et 4 modérées. Deux vulnérabilités zero-day sont d'ailleurs déjà exploitées activement. Les correctifs concernent Windows, Office, .NET, Azure et d'autres produits Microsoft.

L'utilisation des réseaux Wi-Fi publics constitue souvent le moyen le plus simple et pratique pour rester connecté en voyage. Bien que les utilisateurs n'en aient pas toujours conscience, ces réseaux leur font courir des risques considérables pour la sécurité de leurs données personnelles. Découvrez les mesures de sécurité à adopter pour vous protéger sur les hotspots publics. Lorsqu'on n'a plus de connexion Internet notamment à l'étranger, c'est un peu comme si on se retrouvait coupé du monde. Que ce soit pour rechercher une information, planifier un itinéraire, consulter ses emails, partager des photos sur les réseaux sociaux, passer un appel en visio, ou travailler à distance, l'accès à Internet est indispensable. C'est dans ces moments-là que l'on peut facilement baisser la garde et se connecter sans prendre de précautions sur des hotspots publics qui se trouvent dans les cafés, les hôtels, les lieux culturels, les centres commerciaux, les gares ou les aéroports. Or, ces réseaux Wi-Fi ouverts sont rarement sécurisés et peuvent vous exposer à différents types de risques. Découvrez les techniques utilisées par les cybercriminels et nos conseils pour savoir comment sécuriser son Wi-Fi et éviter de grossir les rangs des victimes d'attaques sur les bornes publiques.

Les techniques de piratage utilisées sur les réseaux Wi-Fi publics

Lorsque vous vous connectez à un réseau Wi-Fi public, vous prenez le risque de tomber sur un réseau mal sécurisé ou malveillant créé de toute pièce par un hacker. Il existe non pas un, mais plusieurs types de cyberattaques sur les hotspots publics. Contrairement aux idées reçues, certaines ne nécessitent qu'un minimum de connaissances techniques et peuvent donc être très facilement déployées pour piéger les utilisateurs. Voici trois types d'attaques parmi les plus courantes sur les hotspots publics.

Man in the middle : infiltration réseau malveillante

Parmi les menaces les plus courantes sur les Wi-Fi publics figurent les attaques MITM (Man in The Middle ou l'homme du milieu en français). Le cybercriminel se positionne entre l'utilisateur et le point d'accès sans fil pour surveiller ou intercepter ses activités en ligne. Il peut infiltrer un réseau Wi-Fi mal sécurisé ou créer un point d'accès malveillant qu'il contrôle. Une fois que vous êtes connecté au réseau, le hacker peut accéder instantanément à votre appareil, récupérer vos identifiants de connexion et les réutiliser sans que vous puissiez vous en rendre compte.



Evil Twins : des faux points d'accès de confiance

Connue sous le nom de Evil Twin (jumeau maléfique), cette menace est également utilisée pour mener des attaques MITM. Les cybercriminels créent de faux points d'accès imitant le SSID des réseaux Wi-Fi légitimes d'un hôtel, d'un café, ou d'un aéroport, par exemple. Lorsqu'un utilisateur s'y connecte, le piège se referme, et les escrocs peuvent voir toutes ses activités en ligne, dérober ses identifiants de connexion ainsi que ses données personnelles. Ils ont également la possibilité d'installer un programme malveillant (virus, malware, ransomware...) sur l'appareil de leur victime.

Packet Sniffing : interception des connexions non chiffrées

Les cybercriminels utilisent des logiciels appelés renifleurs de paquets pour intercepter le trafic non chiffré sur les réseaux Wi-Fi publics. De nombreux points d'accès ouverts ne sont pas sécurisés et ne chiffrent pas le trafic. Les anciens routeurs et ceux utilisant le chiffrement WEP sont particulièrement vulnérables. Ces cyberattaques ne nécessitent aucune compétence spécifique et sont particulièrement simples à réaliser. Elles permettent aux escrocs d'infiltrer très facilement les appareils qui se connectent à ses réseaux pour, encore une fois, y installer des programmes malveillants ou voler des données personnelles.

Comment protéger vos données sur un réseau Wi-Fi public

Dans la mesure du possible, il est conseillé de limiter au maximum l'utilisation de réseaux Wi-Fi publics. Ces réseaux représentent une formidable opportunité pour les cybercriminels qui peuvent non seulement aspirer des données sensibles, mais aussi déployer des programmes malveillants, y compris des ransomwares, dans le pire des cas. Étant donné que les escrocs privilégient toujours la facilité, il suffit souvent de prendre quelques mesures de sécurité pour éviter qu'ils vous prennent pour cible. Les premières règles à suivre consistent à désactiver la connexion automatique aux réseaux Wi-Fi disponibles et le partage des fichiers de vos terminaux. Vérifiez l'authenticité d'un réseau avant de vous connecter, à fortiori lorsque vous constatez plusieurs points d'accès portant le même nom. Il ne faut pas faire confiance aux réseaux Wi-Fi ne nécessitant aucun mot de passe. Attention également à ceux qui demandent un grand nombre d'informations personnelles pour pouvoir vous connecter. N'utilisez pas votre adresse email principale ou une adresse identifiable et indiquez le moins d'informations possibles. Lorsque vous êtes connecté sur un point d'accès public, évitez de réaliser des transactions sensibles comme des achats en ligne ou des opérations bancaires. Il est également essentiel de maintenir tous les logiciels et les pilotes à jour, car les mises à jour incluent souvent des correctifs de sécurité qui protègent contre les vulnérabilités.

bilités.

Utiliser un VPN

L'utilisation d'un VPN (réseau privé virtuel) constitue sans aucun doute la meilleure solution pour vous connecter en toute sécurité sur un hotspot public. Grâce à cela, vous utilisez le point d'accès ouvert uniquement pour vous connecter au serveur VPN privé et sécurisé. Même si un hacker réussit à intercepter votre connexion, toutes vos données sont chiffrées par le VPN et donc illisibles. Il devient impossible de vous pister, et d'enregistrer vos informations confidentielles tels que vos identifiants, mots de passe, ou numéros de cartes bancaires. Le VPN, qui masque également votre adresse IP, préserve de surcroît votre confidentialité et renforce votre protection contre les cybermenaces.

Protéger vos appareils avec une suite de sécurité

Ne laissez pas la porte ouverte aux diverses menaces qui sévissent sur les réseaux Wi-Fi publics. Une solution de sécurité antivirus de dernière génération permet de protéger vos terminaux contre les programmes malveillants tels que les tentatives de phishing, les malwares, les spywares, etc. Les plus complètes offrent généralement des fonctionnalités supplémentaires comme un pare-feu, un anti-ransomware, un navigateur renforcé, etc.

Avast One : une suite de sécurité complète avec un VPN illimité pour surfer en toute sécurité sur les réseaux Wi-Fi publics

Avast One est une solution de sécurité tout-en-un qui propose, entre autres, un VPN illimité baptisé Avast SecureLine, lequel permet de renforcer votre sécurité sur les réseaux Wi-Fi publics. Compatible Windows, macOS, Android et iOS, le service compte plus de 50 emplacements de serveurs dans le monde. Pratique, il dispose d'une fonction de connexion automatique activant automatiquement le VPN lorsque vous vous connectez à un point d'accès ouvert. En plus d'un VPN, Avast One repose sur de puissants moteurs de détection contre les virus et les malwares ainsi qu'un large éventail de fonctionnalités de sécurité, dont un navigateur privé, un outil d'optimisation et de nettoyage système, une protection de l'identité, un anti-phishing, un anti-spam, ou encore un pare-feu avancé. Une solution complète pourvue d'une interface unifiée moderne et simple à prendre en main. Un must pour rester connecté en toute sécurité durant vos vacances.

Mots fléchés

Idiot	↓			Passereau	↓					Pour écouter	↓		Orateur grec	↓
Craquantes		Poison	↓	Instrument de musique indien		Message	↓	Trou de nez	↓	Préfecture de la Loire-Atlantique			Île italienne	↓
	→													
Nuage bas		Rivière espagnole	→			Evêché normand		Gratté	→					
	→							Géniteur	↓					
							Il peut être maritime	→				Béryllium	→	
Pensionnaire		De temps en temps	→									Nettoyée		Golfe
	→	Tapages	↓											
							Vrai	→					Groupe de Rap français	↓
							Ville de Savoie	↓						
Rasera	Inactives		Dernier pli à la belote	Maison d'Italie	→				Dépourvu	→				
	↓								Beau perroquet	↓				
						Organes		Choisi			Vélo	→		
Fin de messe	→			Presser	→					Secoué par une émotion	→			
Chamois										Envergure	↓			
	→				Étreins	→							Petits socles	
					Fleuve italien	↓								
Privatif	→			Poteau pointu	→							Titane	→	
Escapades			Postérieur	Baies jaunes						Cela		Glace anglaise	↓	
	→								Hurler	→				
									Pays européen	↓				
Espaces de temps	→							Consolée	→					
Pays du Proche-Orient					Article			Train de banlieue	↓					
	→													
						Encaissées	→							Grande ouverte
						Lâche	↓							
Corps pesant	Enterrer	→										Cosse	Amoureuse	↓
	Disciples	↓												
				Largeur d'étoffe	Désert	→				Mer européenne	→			
										Regardée	↓			
Répands		Loupa	Ancien loup	→				Pronom personnel	→			Trou pour boulin	→	
			Bêcheur	↓				Dans le sang	↓					
	→													
					Boisson spiritueuse	→								Général confédéré
					Humble rampant	↓								
Remorque fermée	→			Apparition	→						Terre d'argile	→		
				Saint normand	↓						Ville de Mésopotamie	↓		
Echarpe	→						Issu de	→			Beau château	→		
Torpille	→								Inventée	→				

L'Algérie premier fournisseur de gaz à l'Espagne pour le 7^e mois consécutif

L'Algérie a consolidé ce mois de juin sa position de principal fournisseur de gaz naturel à l'Espagne, avec 12.936 gigawatts heure (GWh), devant la Russie (19,9%) et les Etats-Unis (11,5%), selon les données du bulletin statistique d'Enagas. Dans le cas de la Russie, le gaz naturel arrivant en Espagne en provenance de ce pays s'élevait en juin à 7673 GWh, pour atteindre 38950 GWh cette année. Ainsi, l'Algérie enchaîne son septième mois consécutif comme principal fournisseur de gaz à l'Espagne. Dans le cumul annuel, l'Algérie se renforce comme principal fournisseur, avec 37,3 % du total, devant également la Russie (21,9 %) et les États-Unis (18,6 %), selon la même source.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 11 juillet 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



62E ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

L'ambassade d'Algérie à Doha organise une Journée portes ouvertes

L'ambassade d'Algérie à Doha a organisé une Journée portes ouvertes au profit des membres de la communauté algérienne établis au Qatar à l'occasion de la célébration du 62e anniversaire de l'indépendance. L'événement a été marqué par le lever du drapeau, l'exécution de l'hymne national et la récitation de la Fatiha du saint Coran à la mémoire des vaillants Chouhada, en présence d'un grand nombre de membres de la communauté algérienne établis au Qatar. L'ambassadeur d'Algérie au Qatar, Salah Attia, a ensuite prononcé une allocution dans laquelle il a rendu hommage aux Chouhada et aux Moudjahidine pour leur héroïsme et leur bravoure. L'ambassadeur a également évoqué les réalisations accomplies par l'Algérie au cours des dernières années sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment dans les domaines de l'habitat, de la santé, de l'éducation et de l'enseignement, ainsi que les réalisations autoroutières et ferroviaires d'envergure et les importants investissements dans divers domaines tels que la mine de Gara Djebilet et la production de lait en poudre par la société Badalna dans le sud de l'Algérie. Il a, par ailleurs, saisi cette occasion pour souligner l'importance que revêt l'élection présidentielle du 7 septembre prochain.

REVUE EL DJEÏCH

Les signes précurseurs de l'ère nouvelle sont clairement perceptibles à tous les niveaux

Les signes précurseurs de l'ère nouvelle sont clairement perceptibles dans divers domaines et à tous les niveaux et dont le moteur est une jeunesse à laquelle les portes ont été grandes ouvertes pour apporter sa contribution à la renaissance nationale souhaitée, indique la revue El Djeïch dans son numéro de juillet. «Si seulement les Chouhada qui avaient déclenché la Révolution avec des fusils de chasse pouvaient être ressuscités pour constater les immenses progrès réalisés par l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale, comme l'avait exprimé Monsieur le Président de la République. S'ils pouvaient revenir et être témoin des développements réalisés par l'Algérie en quelques années et constater combien les signes précurseurs de l'ère nouvelle sont clairement perceptibles dans divers domaines et à tous les niveaux!", note l'Edito d'El Djeïch intitulé "Dignes du legs des Chouhada».

«Une ère dont le moteur est une jeunesse à laquelle les portes ont été grandes ouvertes pour apporter sa contribution à la renaissance nationale souhaitée, à travers notamment leurs start-up. C'est là un message clair affirmant que l'Algérie mise sur sa jeunesse, fière de sa Patrie et pleinement confiante que, grâce à son haut niveau de conscience, sa détermination et sa créativité, sera en mesure de placer le pays au rang des nations émergentes», ajoute la revue. El Djeïch affirme qu'en convoquant le souvenir si cher de la célébration du 62e anniversaire de l'indépendance, «il nous incombe à tous, face aux divers défis auxquels nous sommes confrontés, de déployer davantage d'efforts à tous les niveaux et en tous lieux, en gardant à l'esprit les sacrifices incommensurables consentis par nos illustres aïeux afin que l'Algérie vive libre et fière pour que le peuple puisse jouir des bienfaits de l'indépendance et de la souveraineté sur son territoire et pour que sa jeunesse conti-

nue de porter l'Algérie dans son cœur, demeure vigilante, désireuse de mettre toutes ses connaissances, son savoir-faire et sa créativité au service de la Patrie pour bâtir l'Algérie de l'excellence». «Une jeunesse capable de préserver l'héritage des prédécesseurs et d'impulser l'Algérie des Chouhada au rang des pays ayant une stature dans le concert des nations», ajoute l'édito. El Djeïch rappelle que «notre pays a recouvré sa pleine et entière souveraineté sur l'ensemble de son territoire après une grandiose Révolution libératrice. Avec la même détermination qui animait notre peuple dans son combat pour arracher l'indépendance, dont nous célébrons ce mois-ci le 62e anniversaire, et pour laquelle il a consenti d'immenses sacrifices, les enfants de ce peuple veillent à la préservation de ce précieux legs des Chouhada et à porter haut ce flambeau inestimable».

Synthèse R N.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Tirs croisés sur le Dollar : la fin du dollar ne sera pas sans conséquences

Depuis la Crise du Covid19, le mot souveraineté a été très usité dans les « éléments de langage » des décideurs politiques et dans les travaux des économistes et autres politistes. D'habitude, le souverainisme n'est pas une catégorie importante dans les terminologies des analystes économiques et encore moins chez les théoriciens de l'économie et dans les travaux universitaires. Avec la mondialisation, concept très largement usité dans la littérature économique et dans les débats publics, la souveraineté économique n'avait pas sa place dans un monde globalisé et dont l'interconnexion des économies est la clé du progrès à travers le libre échange et la privatisation. La Covid19 a révélé les limites d'une telle dépendance des uns envers les autres. La course à l'approvisionnement des marchés et des hôpitaux dans chaque pays a ouvert la voie à une reconsidération de l'internationalisation des systèmes productifs et à la recherche d'une sécurité alimentaire, sanitaire, énergétique au niveau national.... Vite, cette sécurité s'est transformée en une quête de souveraineté nationale. Un courant politique, mais aussi dans l'analyse économique, a voulu placer une ancienne approche, celle des biens communs internationaux (aussi appelé biens ou services publics mondiaux) dans le débat international pour garantir à toute la population mondiale un minimum d'alimentation et de médicaments et d'autres produits. Cette notion de biens communs n'a pas beaucoup évolué en raison de difficultés dans sa mise en œuvre tant au plan institutionnel qu'au plan pratique (financements, répartition, accès...). Chez les décideurs politiques, seule une souveraineté complète dans certains domaines peut prémunir contre des risques majeurs, comme les épidémies, les catastrophes naturelles, les guerres et conflits dans certaines parties du monde etc. Alors, les politiques dites de souveraineté les plus usitées sont dans les domaines stratégiques suivants : Alimentation et santé, Energie et numérique. Mais le vrai problème dans cette imbrication des économies demeure le Dollar. Ce dernier est devenu hégémonique grâce aux accords de Bretton - Woods signés entre une quaran-

taine de pays à la fin de la deuxième guerre mondiale (1944). Les EU, grand vainqueur de cette guerre, obtiennent un statut majeur au Dollar dans tous les échanges internationaux. En contrepartie, les USA garantissaient cette monnaie par une parité avec l'Or. En 1971, les EU (la FED) avaient décidé de manière unilatérale la suspension de la convertibilité du dollar en Or ; en d'autres termes, le Dollar n'est plus garanti par l'Or détenu par la Banque centrale américaine (FED). Le Dollar va subir les fluctuations des marchés monétaires, mais il est déjà bien installé comme monnaie de transactions et monnaie de réserves. L'économie américaine est déjà puissante et pouvait lui assurer une force par rapport aux autres monnaies et surtout lui conférer une confiance accrue de la part des autres pays et du système financier mondiale. Aujourd'hui, si des tirs croisés sont orientés sur le Dollar dans le cadre de ces politiques de recherche de souveraineté, c'est parce que l'économie américaine n'est plus ce qu'elle était et elle déjà devancée par l'économie chinoise. Sur un autre registre, en 1972/73, le Dollar a reçu un soutien inestimable de la part de l'Arabie Saoudite, grâce à un accord sur 50 ans sur la facturation en Dollar de toutes les transactions sur les hydrocarbures. Cet accord est arrivé à son terme et n'a pas été renouvelé. Par ailleurs, le bloc occidental (+ le Japon) organisé autour des EU est lui aussi fragilisé au plan économique. L'économie indienne est déjà supérieure à l'économie japonaise. Entre 2002 et 2020 le Dollar a perdu presque 20% des volumes de transactions au profit des autres monnaies comme l'Euro et certaines monnaies nationales de plus en plus utilisées dans les échanges bilatéraux (Rouble, Wuhan, Roupie...). Il est vrai que le Dollar demeure dominant comme monnaie de réserve, grâce principalement, aux bons du Trésor américain (La Chine détient plus 700 Mds de \$ sur les 3400 Mds émis). L'émergence d'une organisation alternative, Les BRICS, visant une réduction de la puissance du Dollar dans les échanges internationaux grâce aux accords bilatéraux sur l'utilisation des monnaies nationales a

pris de l'importance et devient plus puissante économiquement que le G7. Cette puissance économique des BRICS est réelle : la Chine réalise près de 20% du PIB mondial (en PPA), L'Inde, autour de 7%, alors que les EU ne réalisent que 15%. Sans compter les autres membres, la Chine et l'Inde ont plus du ¼ de l'économie mondiale. Avec la Russie, le Brésil et l'Afrique du Sud, on peut frôler les 35%. Au plan financier, les BRICS se dotent d'une Banque, dont l'actionnariat et les actions vont au-delà de la sphère des pays membres). La NDB (Nouvelle Banque de développement) se veut être une alternative à la Banque mondiale pour les pays du Sud. Elle est dotée d'un capital de 100 Mds de \$ (déclaré) et ses engagements ont atteint 30 Mds USD, soit la moitié des engagements de la WB, qui a un capital de 21 Mds de \$. Enfin, le mBridge, une plate forme qui facilite les transactions transfrontalières grâce à des accords entre banques centrales des pays adhérents, se prépare à devenir un système alternatif au système américain de transactions financières internationales (Swift). Le mBridge n'est pas encore une monnaie, mais il a des attributs d'une monnaie de transaction, pas d'une monnaie de réserve pour le moment. Il faudra, bien entendu, régler, au préalable, le problème de l'Unité de compte qui met en relation les différentes monnaies nationales, parce que, au final, on revient vers une monnaie qui existe effectivement pour régler les soldes des opérations importations/exportations constatés à la fin d'une période convenue. Pour le moment, les BRICS+ n'ont pas un projet de monnaie spécifique alternative au Dollar ; mais travaillent pour contourner le Dollar par l'utilisation des monnaies nationales ou des monnaies internationales autres que le Dollar. Le système construit sur le Dollar donne des avantages immenses aux USA, c'est pourquoi, le processus de dé-dollarisation ne sera pas sans conséquences. Certains analystes parlent d'une possible 3ème Guerre mondiale à cause de ce processus de dé-dollarisation. Pour l'immédiat, la dé-dollarisation est un objectif, mais sa concrétisation n'est pas pour demain.